

# RAPPORT 2016 SUR LES DROITS DE L'HOMME – ALGÉRIE

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'Algérie est une république pluripartite dont le président et chef de l'État est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Le président détient l'autorité constitutionnelle de nommer et de révoquer les membres du gouvernement et le Premier ministre qui est le chef du gouvernement. Les limites du nombre de mandats présidentiels, éliminées en 2008, ont été rétablies aux termes d'une révision constitutionnelle promulguée en 2016 qui prévoit désormais que le président ne pourra exercer plus de deux mandats de cinq ans. Au cours des élections présidentielles de 2014, les électeurs ont réélu le président Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis 1999. Les observateurs étrangers ont décrit le scrutin comme ayant été essentiellement pacifique tout en signalant toutefois le faible taux de participation électorale et la proportion élevée de bulletins nuls. Les élections législatives de 2012 n'ont pas donné lieu à des changements considérables dans la composition du gouvernement.

Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, conservé un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Les trois problèmes persistants les plus notables en matière de droits de l'homme étaient les limites à la liberté de réunion et d'association, le manque d'indépendance et d'impartialité du pouvoir judiciaire ainsi que les limites imposées à la liberté de presse.

Au nombre des autres préoccupations relatives aux droits de l'homme figuraient un recours excessif à la force par la police, dont des allégations de torture, des limites à la capacité des citoyens à choisir leur gouvernement, une corruption omniprésente et des rapports faisant état d'une transparence limitée au niveau gouvernemental. En outre, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH-sida ainsi que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) ont été victimes d'une discrimination sociétale. Les femmes ont été exposées à la violence et à la discrimination et quelques cas de maltraitance d'enfants ont été signalés. Par ailleurs, le gouvernement a continué d'appliquer des restrictions aux droits des travailleurs.

Les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures suffisantes pour enquêter sur les fonctionnaires ayant commis des violations, ni pour les traduire en justice et les punir. L'impunité accordée à des fonctionnaires des forces de police et de sécurité

est demeurée un problème et les pouvoirs publics ont rarement fourni des informations quant aux mesures prises à l'encontre de fonctionnaires accusés de méfaits.

Les abus commis par les groupes terroristes sont restés un problème important. Des groupes terroristes ont commis des attentats contre les services de sécurité et ont ciblé en particulier des personnels militaires.

### **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

#### **a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques**

Aucune exécution arbitraire ou extrajudiciaire imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée. En 2015, la mort de deux personnes en détention a été un sujet de préoccupation pour le public. En septembre 2015, plusieurs journaux ont signalé le décès de Benchikh Aïssa survenu dans une prison de Ghardaïa. Ses avocats ont déclaré qu'il souffrait de dépression et que les responsables carcéraux avaient refusé de lui dispenser les soins de santé nécessaires. Afari Baaouchi était décédé plusieurs semaines auparavant dans une prison de Laghouat. Les autorités avaient arrêté les deux détenus en juillet 2015 à la suite d'affrontements ayant eu lieu entre des mozabites de confession musulmane ibadite et des arabes d'obédience sunnite malékite à Ghardaïa. La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) a appelé à une enquête officielle sur les décès mais aucune information n'était disponible à la fin de l'année indiquant si les pouvoirs publics avaient mené des enquêtes.

Certains groupes terroristes sont restés actifs dans le pays, notamment al-Qaïda au Maghreb islamique et un groupe affilié à Daesh, Jund al-Khilafah, et ont attaqué des personnes des services de sécurité. Le 15 avril, des terroristes ont tué quatre soldats dans la province de Constantine. Le 6 août, un engin explosif improvisé a tué quatre civils dans la province de Khenchela. Daesh (aussi connu sous le nom d'État islamique d'Irak et du Levant) a revendiqué la responsabilité du meurtre le 28 octobre d'un agent de police à Constantine. Les terroristes auraient tué deux agents de police et un civil lors d'une attaque commise le 13 novembre à Aïn Defla.

#### **b. Disparitions**

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

Le gouvernement a déclaré qu'il était en pourparlers avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies concernant une visite de ce groupe dans le pays. Le gouvernement a considéré ces pourparlers comme l'étape suivante de la prise en considération des cas de disparitions forcées ou involontaires survenues durant les années 1990 que le groupe de travail lui avait présentés en 2014.

Les responsables gouvernementaux ont déclaré qu'il y a eu 84 cas signalés d'enlèvement d'enfants en 2015 et 28 au cours du premier semestre 2016. Aucun chiffre en rapport avec la totalité des versements de rançon n'était disponible car les pouvoirs publics pratiquaient une politique stricte interdisant toute concession à l'égard de particuliers ou de groupes retenant des Algériens en otages.

### **c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La loi interdit la torture mais les organisations non gouvernementales (ONG) et les militants locaux de défense des droits de l'homme ont allégué que les responsables du gouvernement avaient parfois recours à la torture et à des sévices pour obtenir des aveux. Les pouvoirs publics ont nié ces accusations. Les agents de l'État sont passibles de peines de 10 à 20 ans de prison pour de tels actes et, durant l'année, deux condamnations ont été prononcées. Aucune autre poursuite judiciaire à l'encontre de hauts responsables des services civils ou militaires de sécurité accusés de torture ou sévices n'a été signalée. Les ONG locales et internationales ont affirmé que l'impunité constituait un problème.

Le 12 mai, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a déclaré que le pays était en infraction avec les dispositions de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui interdit la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cette décision était fondée sur le manquement du gouvernement à contester les allégations formulées dans l'affaire concernant un consultant en finances, Chani Medjoub, qui avait été arrêté à l'origine en 2009 en raison de son implication dans une affaire de corruption et qui avait déclaré avoir été torturé par des membres de la police judiciaire relevant du Département du renseignement et de la sécurité (DRS).

Le 25 mai, deux agents de police ont été reconnus coupables et condamnés à des peines de sept et 15 ans respectivement après avoir été arrêtés en mai 2015 pour avoir violé une femme détenue dans un poste de police.

En septembre, la LADDH a demandé qu'une enquête soit ouverte pour examiner des rapports selon lesquels des agents de police de sexe masculin à Aïn Benian, à l'ouest d'Alger, auraient forcé une détenue de 29 ans souffrant de troubles du développement de se déshabiller devant eux dans le poste de police de la localité. Des proches de la femme auraient déposé plainte auprès du tribunal compétent mais, au mois de septembre, aucune autre information n'était disponible.

La Sûreté nationale (DGSN) a déclaré ne pas avoir reçu de rapports provenant du public qui feraient état de sévices ou de fautes professionnelles commis durant l'année. Aucune information provenant de la Gendarmerie nationale n'était disponible.

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions de vie dans les prisons et centres de détention étaient dans l'ensemble conformes aux normes internationales.

Un décret présidentiel pris en 2013 a dissous le Service central de la police judiciaire relevant du DRS, le privant désormais de son autorité d'interpeler des particuliers et de les incarcérer dans des installations de détention distinctes. Toutefois, en 2014, un décret présidentiel a rétabli cette autorité et habilité cet organe à gérer des installations carcérales. Un décret présidentiel en date du 20 janvier a dissous le DRS et restructuré les services de renseignement. La modification du Code pénal de juillet 2015 interdit aux agents de police de détenir des suspects dans des locaux non prévus à cet effet et déclarés auprès du procureur de la localité, qui a le droit de visiter ces locaux en tout temps.

Conditions matérielles : Selon des statistiques fournies en août, la Direction générale de l'Administration pénitentiaire et de la Réinsertion sociale (DGAPR), qui relève du ministère de la Justice, était chargée d'environ 60 000 détenus. Les terroristes condamnés jouissaient des mêmes droits que les autres détenus mais étaient incarcérés dans des établissements offrant divers degrés de sécurité, selon que les autorités les considéraient comme très dangereux ou présentant des risques élevés, intermédiaires ou faibles.

Les pouvoirs publics ont utilisé des établissements particuliers pour les prisonniers âgés de 27 ans ou moins. Avec l'appui des autorités britanniques, canadiennes et françaises, la DGAPR a modernisé son système de classification des détenus et établi différentes catégories de prisons où elle répartissait les détenus selon la

durée générale de leur peine. Plusieurs établissements carcéraux auraient fonctionné à 200 %, voire 300 % de leur capacité. Certains observateurs, dont des responsables des droits de l'homme nommés par l'État, attribuaient le surpeuplement carcéral dans les établissements de détention provisoire à « un recours excessif » à la détention provisoire.

Les autorités ont généralement transféré en prison les personnes en détention provisoire après les avoir déférées au Parquet et ne les ont pas placées dans des installations de détention séparées. Dans quelques prisons, les personnes en détention provisoire étaient séparées des autres prisonniers.

Administration : Il n'existait pas de médiateur pouvant intervenir au nom des prisonniers ou des détenus. Les prisonniers peuvent déposer des plaintes non censurées à l'administration pénitentiaire, aux médecins et à leur juge. On ignorait à quelle fréquence les autorités carcérales assuraient le suivi des plaintes ou des demandes. Les autorités ont permis aux proches de rendre visite chaque semaine aux prisonniers dans les établissements ordinaires et de leur fournir des vêtements et de la nourriture mais la pratique commune d'incarcérer les prisonniers dans des établissements très éloignés de leur famille a découragé les visites. Dans la plupart des prisons, les téléphones en panne ont rendu la situation encore plus difficile pour les prisonniers désireux de maintenir un contact régulier avec leurs proches.

Surveillance par des organisations indépendantes : Le gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des observateurs locaux des droits de l'homme à effectuer des visites dans les centres de détention et les prisons ordinaires. Le personnel du CICR s'est rendu dans les prisons et les postes de police et de gendarmerie relevant du ministère de la Justice, ainsi que dans un centre de détention administrative géré par le ministère de l'Intérieur. Au mois de septembre, le CICR avait visité 32 centres de détention, soit environ un tiers de la population carcérale du pays. Les délégués ont ciblé leur attention sur les détenus vulnérables, dont les étrangers, les femmes, les mineurs et les personnes en isolement cellulaire, ainsi que les personnes détenues pour des raisons de sécurité par la police et les gendarmes. Le CICR a fourni des retours d'information confidentiels aux autorités, lorsqu'il y avait lieu, pour les aider à améliorer de traitement et les conditions de vie des détenus, à accroître le respect des protections judiciaires et à élargir l'accès aux soins de santé. Au cours de l'année, le CICR a organisé des séances de formation sur les droits de l'homme dans leurs rapports avec les procédures d'arrestation, de détention et d'interrogation, à l'intention de membres de la police judiciaire de la DGSN et de la Gendarmerie nationale ainsi que de juges.

Améliorations : Les autorités ont amélioré les conditions dans les prisons en vue de se conformer aux normes internationales. La Direction des affaires pénales et des grâces du ministère de la Justice a annoncé que depuis 2010, les pouvoirs publics avaient ouvert 31 nouveaux centres de détention, 10 des nouveaux établissements étant des centres à sécurité minimale où les détenus sont placés dans des cellules et autorisés à travailler. Des systèmes intelligents de surveillance par caméra ont été installés dans quelques établissements de détention provisoire pour permettre à la DGSN d'y surveiller les conditions de détention.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

Le recours excessif à la détention provisoire a continué de constituer un problème. Les forces de sécurité ont fréquemment détenu des personnes s'adonnant à des activités contraires à l'ordre public, notamment les manifestations, les grèves ou les émeutes. Les personnes arrêtées ont rapporté que les autorités les avaient détenues pendant des périodes allant de quatre à huit heures avant de les libérer sans les avoir inculpées.

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

La responsabilité générale du maintien de l'ordre public est partagée entre les 130 000 membres de la Gendarmerie nationale, qui exerce des fonctions de police hors des zones urbaines et relève du ministère de la Défense nationale, et les quelque 210 000 membres de la DGSN, force de police nationale relevant du ministère de l'Intérieur. Un décret présidentiel en date du 20 janvier a dissous le DRS, qui relevait auparavant du ministère de la Défense nationale. Celui-ci a été remplacé par trois directions du renseignement qui agissent sous l'autorité d'un conseiller présidentiel pour la sécurité nationale et sont chargées de fonctions strictement en rapport avec la sécurité intérieure, extérieure et technique.

L'impunité est restée un problème. La loi prévoit des mécanismes pour enquêter sur les abus et la corruption mais le gouvernement n'a pas toujours fourni d'informations publiques sur les mesures disciplinaires ou judiciaires appliquées aux personnels de la police, des forces armées ou des autres services de sécurité. La DGSN a organisé une séance de formation de deux semaines à l'intention des agents de police qui a ciblé en priorité les pratiques en rapport aux droits de l'homme en septembre ; une autre formation de deux jours s'est déroulée en novembre.

## Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

En vertu de la loi, la police doit obtenir une citation à comparaître du bureau du procureur pour exiger qu'un suspect se présente dans un commissariat de police pour y subir un interrogatoire préliminaire. En vertu de cette citation, la police peut détenir un suspect pour une durée maximale de 48 heures. Les autorités recourent également aux citations et assignations pour notifier les personnes accusées ou les victimes de leur obligation de comparaître à un procès ou d'assister à une audience. Les agents de police peuvent procéder à des arrestations sans mandat s'ils sont témoins d'une infraction. Les avocats ont indiqué que, dans l'ensemble, les autorités observaient convenablement les procédures relatives aux mandats, citations et assignations.

Si les autorités ont besoin de davantage de temps que la période autorisée de 48 heures pour recueillir d'autres éléments de preuve, elles peuvent prolonger la période de détention du suspect par la police, avec l'autorisation du procureur, dans les cas ci-après : une fois si les accusations ont trait à une attaque visant les systèmes de traitement de données ; deux fois si les accusations concernent la sûreté de l'État ; trois fois si les accusations concernent le trafic de stupéfiants, la criminalité organisée et transnationale, le blanchiment d'argent et d'autres crimes en rapport avec l'argent ; enfin, cinq fois (pour une durée maximale de 12 jours) pour les accusations ayant trait au terrorisme et autres activités subversives. La loi précise que les détenus devraient immédiatement être à même de prendre contact avec un membre de leur famille et de recevoir une visite, ou de prendre contact avec un avocat. Le rapport de 2015 de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), un organisme public de défense des droits de l'homme, a critiqué cette disposition, affirmant qu'elle contraignait les détenus à faire un choix entre un contact avec des membres de leur famille et une consultation avec un avocat.

La loi accorde aux détenus le droit de voir un avocat pendant 30 minutes si la durée de leur détention a été prolongée au-delà de la période initiale de 48 heures. Dans ce cas, la personne arrêtée est autorisée à prendre contact avec un avocat après expiration de la moitié de la période prolongée. Les autorités peuvent utiliser devant les tribunaux les aveux et les déclarations recueillis durant la période précédant l'accès à un avocat, qui peut être prolongée sur demande d'un procureur présentée à un juge. La comparution des suspects devant un tribunal est publique dans les affaires de terrorisme. À la fin de la période de détention, le détenu a le droit de demander un examen médical fait par un médecin de son choix dans la juridiction du tribunal ; faute d'un tel choix, la police judiciaire nomme un

médecin. Les autorités versent le certificat de l'examen médical au dossier du détenu.

Dans les affaires non criminelles et dans celles des individus associés à des actes de terrorisme et d'autres activités subversives qui ont dépassé la période de 12 jours et les prorogations autorisées, la loi appelle à la remise en liberté conditionnelle sous le régime dit du « contrôle judiciaire » dans l'attente de leur procès. Selon ce régime, les suspects sont astreints à des exigences telles que celles de se présenter périodiquement au commissariat de police de leur quartier, de cesser d'exercer leurs activités professionnelles en rapport avec l'infraction qui leur est imputée, de remettre aux autorités tous les documents de voyage exigés pour sortir du pays et, dans certaines affaires en rapport avec le terrorisme, de résider à une adresse convenue. La loi prévoit aussi que les ressortissants étrangers peuvent être sommés de verser une caution à titre de condition de leur remise en liberté conditionnelle.

Les juges ont rarement refusé les demandes émises par un procureur de prolonger la détention provisoire, refus qui peut faire l'objet d'un appel. Si la détention est annulée, le détenu peut demander à être indemnisé. La plupart des détenus ont eu accès dans de brefs délais à un avocat de leur choix ainsi que la loi le prévoit et, pour les économiquement faibles, un avocat est commis d'office. Il a été signalé des cas où les autorités ont détenu certains suspects sans les laisser consulter leurs avocats et où elles leur auraient infligé des sévices physiques et psychologiques.

Divers organismes de presse ont signalé qu'en octobre 2015, des membres de la Gendarmerie nationale avaient déclaré à une migrante camerounaise qui disait avoir été agressée et violée par un groupe d'Algériens qu'ils ne pouvaient pas émettre d'actes d'inculpation parce qu'elle était une migrante clandestine. La victime a signalé que plusieurs hôpitaux avaient refusé de lui dispenser des soins et de lui remettre un certificat attestant du fait qu'elle avait subi une agression sexuelle. Après une mobilisation des médias sociaux et des organisations de la société civile locales, les autorités ont accepté d'enregistrer sa plainte et ont arrêté deux des huit présumés auteurs de l'agression. Au mois de septembre, l'état d'avancement de cette enquête était inconnu.

Arrestations arbitraires : Bien que la loi interdise les arrestations et les détentions arbitraires, les autorités ont parfois tiré parti d'imprécisions dans le libellé des dispositions, telles que « incitations à attroupement non armé » et « outrage à corps constitué » pour arrêter et placer en détention des personnes considérées comme troublant l'ordre public ou critiquant le gouvernement. Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont critiqué la loi

interdisant les rassemblements non autorisés et ont demandé à ce qu'elle soit amendée pour n'exiger qu'une notification au lieu d'une demande d'autorisation. Ces observateurs, parmi d'autres, ont signalé que cette loi constituait une source importante d'arrestations arbitraires ayant pour objet de supprimer l'expression des militants. La police a arrêté des manifestants à Alger et autre part dans le pays durant l'année pour avoir violé la loi contre les rassemblements publics non enregistrés.

Le 13 juillet, l'avocat et militant des droits de l'homme Salah Debouz et six autres militants ont été arrêtés dans un café à Ghardaïa puis détenus durant huit heures pour avoir tenu un rassemblement illégal. Les militants s'étaient réunis près du tribunal local afin de discuter de l'affaire d'un des clients de Debouz. Celui-ci avait également été arrêté le 6 février lors d'une rencontre avec des militants syndicaux puis remis en liberté le même jour.

Les autorités ont arrêté Youcef Ouled Dada en mars 2014 pour « atteinte à une institution nationale » et « outrage à corps constitué » après qu'il eut affiché sur Facebook une vidéo montrant trois agents de police qui se livraient à du pillage durant des émeutes à Ghardaïa. En septembre 2014, un tribunal de Ghardaïa a confirmé la condamnation à deux ans de prison et à une amende de 100 000 dinars (916 dollars É.-U.) prononcée en juin 2014 à l'encontre de Dada. Il a été libéré le 27 mars.

Détention provisoire : Les détentions provisoires prolongées ont continué de poser un grave problème. Des observateurs non gouvernementaux ont estimé que les détenus en attente de procès constituaient une part importante de la population carcérale totale mais ont admis ne pas avoir de statistiques spécifiques sur ce point. Le ministère de la Justice a déclaré qu'au mois de septembre, la part des personnes en détention provisoire était de 13,85 % par rapport à la population carcérale totale, contre 15,02 % durant la même période en 2015, et que la part des personnes en garde à vue était de 5,66 %. Les statistiques du ministère n'incluaient pas les prisonniers dont les cas étaient en instance d'appel. En juillet 2015, des modifications ont été apportées au Code pénal qui limitent les motifs de toute détention provisoire et prévoient qu'avant qu'elle puisse être imposée, un juge doit déterminer la gravité du crime et décider si l'accusé constitue une menace pour la société ou risque de s'enfuir.

Selon Amnesty International, les autorités auraient parfois détenu des personnes sous des chefs d'accusation en rapport avec la sécurité au-delà de la période prescrite de 12 jours.

Les journalistes de la chaîne de télévision KBC Mehdi Benaïssa et Riad Hartouf ainsi qu'une responsable du ministère de la Culture Nora Nedjaï ont été mis en détention provisoire par les autorités pendant 26 jours. Ils avaient été arrêtés le 22 juin pour avoir produit illégalement, selon les allégations, des programmes de télévision de nature satirique qui avaient été mis sur les ondes en juillet. Tous trois ont reçu des peines d'emprisonnement avec sursis et ont été libérés le 18 juillet.

En juillet 2015, la police a arrêté Nacer Eddine Hadjadj, ancien maire de la municipalité de Berriane et membre du parti du Rassemblement pour la culture et la démocratie. Des rapports parus dans la presse ont indiqué que les autorités avaient interpellé M. Hadjadj pour l'interroger sur les violences qui avaient eu lieu à Ghardaïa, mais le gouvernement n'a pas confirmé ces rapports. En août 2015, l'avocat de M. Hadjadj, Salah Debouz, a dénoncé le gouvernement auquel il a reproché de ne pas l'avoir notifié de l'audition de son client en vue de sa mise en liberté conditionnelle. Le juge a rejeté sa demande de mise en liberté conditionnelle et M. Hadjadj était encore en détention provisoire en septembre.

Le gouvernement a mis en œuvre les modifications au Code de procédure pénale adoptées en 2015 qui interdisent la détention provisoire pour les crimes passibles de moins de trois ans de prison. Ces nouvelles dispositions ne s'appliquent toutefois pas aux infractions ayant causé un décès ni aux personnes considérées comme constituant « une menace pour l'ordre public ». Dans ces cas, le Code tel qu'amendé limite la durée de la détention provisoire à un mois, sans prorogation possible. Les pouvoirs publics ont également amendé le Code de procédure pénale pour limiter la détention provisoire dans toutes les autres affaires criminelles à une durée maximale de quatre mois. Des représentants de la CNCPPDH ont déclaré que les modifications du Code pénal avaient réussi à diminuer le recours à la détention provisoire en 2016 mais n'ont pas tenu leurs propres statistiques prouvant une diminution par rapport à l'année précédente.

Les juges ont rarement refusé les demandes émises par un procureur de prolonger la détention provisoire, refus qui peut faire l'objet d'un appel. Si la détention est annulée, le détenu peut demander à être indemnisé. La plupart des détenus ont eu accès dans de brefs délais à un avocat de leur choix ainsi que la loi le prévoit et, pour les économiquement faibles, un avocat est commis d'office. Il a été signalé des cas où les autorités ont détenu certains suspects sans les laisser consulter leurs avocats et où elles leur auraient infligé des sévices physiques et psychologiques.

Possibilité de contester la légalité de leur détention par les détenus devant un tribunal : Le Code de procédure pénale autorise les personnes en détention provisoire à interjeter appel de cette décision prise par un tribunal ; cette procédure doit être engagée dans un délai de trois jours. Tout gardé à vue libéré après le classement de l'affaire ou un acquittement peut déposer une requête auprès d'une commission civile pour que le gouvernement lui accorde réparation pour dommage « particulier et particulièrement grave » causé par la détention provisoire. La personne en question doit déposer une demande en réparation dans un délai de six mois à compter du classement de l'affaire ou de l'acquittement.

### **e. Déni de procès public et équitable**

Bien que la Constitution garantisse la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire, les larges compétences accordées par la loi au pouvoir exécutif limitaient l'indépendance du pouvoir judiciaire. La Constitution confère au président de la République l'autorité de nommer tous les procureurs et tous les juges. Ces nominations présidentielles ne sont pas soumises à une supervision législative mais font l'objet d'un examen du Conseil supérieur de la magistrature qui est composé du président, du ministre de la Justice, du procureur général de la Cour suprême, de 10 juges et de six personnes n'appartenant pas à l'appareil judiciaire choisies par le président. Le président préside le Conseil supérieur de la magistrature qui est également chargé de la nomination, des mutations et des promotions des juges ainsi que des mesures de discipline. Le pouvoir judiciaire n'était pas impartial et était fréquemment sujet au trafic d'influence et à la corruption.

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

La Constitution confère le droit à un procès équitable ; toutefois, les autorités n'ont pas toujours respecté les dispositions juridiques relatives aux droits des prévenus. Les prévenus sont présumés innocents et ont le droit d'être présents et de consulter un avocat, commis d'office et rémunéré sur les deniers publics si nécessaire. La plupart des procès sont publics, sauf si le juge détermine que la procédure serait une menace pour l'ordre public ou « la morale ». L'amendement au Code pénal de juillet 2015 garantit pour tous les prévenus le droit de recevoir un service d'interprétation gratuit si besoin est. Ils ont le droit d'être présents à leurs procès, mais les tribunaux peuvent juger des prévenus par contumace s'ils ne se présentent pas après une citation à comparaître.

Les prévenus peuvent confronter ou interroger les témoins à charge ou présenter des témoins et des preuves pour leur propre défense. Quelques rapports ont fait état de cas où les tribunaux avaient refusé aux accusés et à leurs avocats le droit d'accéder à des éléments de preuve détenus par le gouvernement. Les prévenus ont le droit de ne pas être contraints à témoigner ou à avouer leur culpabilité et ils ont le droit de se pourvoir en appel. Le témoignage des hommes et des femmes est considéré de poids égal en vertu de la loi.

### **Prisonniers et détenus politiques**

Selon des observateurs internationaux et locaux, les autorités auraient eu recours aux lois contre le terrorisme et à des lois limitant la liberté d'expression et les rassemblements publics pour détenir des militants politiques et des personnes critiquant ouvertement le gouvernement.

En mars 2015, la Coordination nationale des familles des prisonniers politiques a lancé un appel à la libération de 160 personnes incarcérées depuis les années 1990. En avril 2015, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a déclaré que le gouvernement ne détenait pas de prisonniers politiques et que les tribunaux avaient jugé les détenus en question coupables de crimes violents, ce qui leur ôtait le droit de prétendre à la grâce accordée par les autorités au titre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. Le gouvernement a autorisé le CICR à rendre visite aux personnes détenues pour des « raisons de sécurité ».

Le 7 mars, un tribunal de Tamanrasset a condamné Abdelali Ghellam, un militant du Comité national de défense des droits des chômeurs, à un an d'emprisonnement après avoir été arrêté en décembre 2015 pour avoir participé à un rassemblement non autorisé et entrave à la circulation. Selon International, sept autres hommes ont été arrêtés également en rapport avec la même manifestation, recevant des peines d'un an et des amendes de 50 000 dinars (458 dollars É.-U.).

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Le système judiciaire n'était ni impartial ni indépendant dans les procédures civiles et a fait preuve d'un manque d'indépendance dans certaines affaires relatives aux droits de l'homme. Certaines décisions ont été influencées par les contacts familiaux et le statut des parties concernées. Les particuliers peuvent intenter des procès et des procédures administratives liées à l'amnistie peuvent permettre aux victimes ou à leur famille d'obtenir des dommages-intérêts en cas de violations des droits de l'homme et des indemnités pour préjudices allégués. Les particuliers

peuvent se pourvoir en appel contre des décisions devant des organes internationaux de défense des droits de l'homme, mais ces jugements n'auraient pas force de loi.

#### **f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution garantit la protection de « l'honneur » et de la vie privée des personnes, y inclus du caractère privé du domicile, de la communication et de la correspondance ; cependant les autorités gouvernementales ont porté atteinte aux droits à la vie privée des citoyens. Selon des militants d'organisations de défense des droits de l'homme, la population pensait généralement que le gouvernement menait fréquemment des opérations de surveillance électronique de citoyens de diverses catégories, dont des opposants politiques, des journalistes, des groupes de défense des droits de l'homme et des personnes soupçonnées de terrorisme. Des agents de la sécurité auraient effectué des perquisitions à domicile sans mandat et effectué des visites à domicile sans préavis.

Le gouvernement a mis en place un nouvel organisme de lutte contre la cybercriminalité, chargé de coordonner les efforts dans ce domaine et d'effectuer une surveillance préventive des communications électroniques dans l'intérêt de la sécurité nationale. Cet organisme, qui relève du ministère de la Justice, est doté de l'autorité exclusive du suivi de toutes les activités de surveillance électronique, mais le décret ne donne pas de détails sur les limites de l'autorité en matière de surveillance ni sur les mesures de protection correspondantes prévues pour les personnes faisant l'objet d'une surveillance. Le ministère de la Justice a déclaré que l'organisme était assujéti à toutes les mesures de contrôle judiciaire en vigueur qui s'appliquent aux organismes d'application de la loi.

### **Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :**

#### **a. Liberté d'expression et liberté de la presse**

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse, et certains médias indépendants ont critiqué les politiques établies et le gouvernement, mais celui-ci a imposé des limites à ces droits. Au nombre des techniques employées par les autorités figuraient le harcèlement de certains détracteurs, l'application arbitraire de lois formulées en des termes vagues, l'exercice de pressions officieuses sur les éditeurs, les rédacteurs, les annonceurs publicitaires et les journalistes, et le contrôle d'une part importante des budgets de publicité et des

capacités d'imprimerie du pays. Certaines personnalités des médias ont allégué que le gouvernement faisait un usage sélectif du contrôle qu'il exerce sur la plupart des imprimeries et sur d'importants budgets de publicité du secteur public, et que l'absence de règles claires régissant ces pratiques lui permettait d'exercer une influence indue sur les médias.

Liberté de parole et d'expression : Les particuliers se sont vu imposer des limites à leurs capacités de critiquer publiquement le gouvernement sans représailles. Les autorités ont arrêté et détenu des citoyens pour de tels actes, et la population s'est abstenue d'exprimer toute critique en public. La loi criminalisant les propos tenus au sujet de la conduite des forces de sécurité durant le conflit interne des années 1990 était toujours en vigueur, mais il n'y a pas eu d'arrestations effectuées ou de poursuites engagées au titre de cette loi au cours de l'année. La loi prévoit des peines de prison allant jusqu'à trois ans pour tous tracts, prospectus ou dépliants susceptibles de « porter atteinte à l'intérêt national » ou jusqu'à un an pour diffamation ou outrages à l'encontre du président, du corps législatif, de l'armée ou des institutions publiques. Les responsables du gouvernement ont surveillé les réunions politiques. Les autorités ont invoqué des lois contre la calomnie à l'encontre de responsables gouvernementaux pour limiter les discussions en public.

Le 3 août, le gouvernement a publié le texte d'une loi adoptée par le parlement qui élargit la portée des lois sur la diffamation pour qu'elles comprennent la conduite d'officiers de l'armée retraités ; elle établit que « tout manquement au devoir de nature à porter atteinte à l'honneur et au respect dus aux institutions de l'État, constitue un outrage et une diffamation » et peut faire l'objet d'actions en justice conformément aux dispositions légales en vigueur. La loi interdit en outre tous propos de nature à « porter atteinte à l'autorité et à l'image de marque de l'institution militaire ».

En mars, un tribunal de Tlemcen a frappé d'une amende de 100 000 dinars (916 dollars É.-U.) un militant des droits de l'homme, Zoulikha Belarbi, pour avoir publié sur Facebook une photographie jugée insultante pour le président Bouteflika. Selon Human Rights Watch, le billet incriminé montrait une image retouchée du président et d'autres personnalités du monde politique qui les faisait ressembler à des personnages d'une émission de télévision turque.

Liberté de la presse et des médias : L'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) contrôle la publicité publique pour la presse écrite. Selon l'ONG Reporters sans frontières, les services de publicité privés existaient mais relevaient souvent des sociétés entretenant des liens étroits avec le parti politique au pouvoir. En

septembre 2015, l'ANEP a déclaré qu'elle ne représentait que la moitié du marché total de la publicité, alors que des sources non gouvernementales estimaient que la majorité des quotidiens dépendaient de la publicité autorisée par l'ANEP pour financer leurs activités. Le ministre de la Communication Hamid Grine a déclaré en février que le budget de l'ANEP avait été diminué de 50 %. L'absence de transparence du gouvernement concernant son utilisation de la publicité financée par l'État permettait aux autorités d'exercer une influence indue sur la presse écrite.

Des militants et des journalistes ont critiqué le gouvernement pour avoir engagé des poursuites pénales contre deux journalistes de la chaîne de télévision KBC TV, Mehdi Benaïssa et Ryad Hartouf, alléguant de fausses déclarations dans leurs demandes de permis de filmer et une utilisation non autorisée d'un studio de télévision. Ce studio avait appartenu à Al-Atlas TV, que les autorités avaient fermé en 2014. Outre les arrestations de Benaïssa et Hartouf, les autorités ont mis fin à deux émissions de satire politique de KBC qui étaient filmées dans ce studio. Les peines avec sursis de Benaïssa et Hartouf ont été annoncées le 18 juillet, peu après l'annulation le 13 juillet par un tribunal de la vente de la société mère de KBC, le groupe El-Khabar, à une filiale d'une société appartenant à un homme d'affaires, Issad Rebrab, qui avait émis des critiques à l'égard du gouvernement. Le ministère de la Communication, qui avait engagé une action en justice pour annuler la transaction, a déclaré que la décision avait été motivée par le fait que la loi interdisait à une seule et même personne d'être propriétaire de plusieurs organismes médiatiques.

En octobre 2015, la police d'Alger a fait une descente au siège d'El-Watan El-Djazaïrya, chaîne de télévision privée de droit étranger diffusant ses émissions dans le pays, et a fermé la station sur ordre du maire d'Alger. Le ministre de la Communication Hamid Grine avait accusé la station de télévision d'avoir « porté atteinte à un symbole de l'État » lors d'une interview diffusée le 3 octobre 2015 avec Madani Mezrag, ancien émir de l'Armée islamique du salut. Dans cette interview, M. Mezrag a menacé indirectement le président Bouteflika après que celui-ci eut affirmé que le gouvernement n'autoriserait pas l'ancien émir à former un parti politique en raison de ses liens avec des activités terroristes. En septembre, Djaafar Chelli, ancien propriétaire d'El-Watan El-Djazaïrya, a reçu une amende de 10 millions de dinars (91 575 dollars É.-U.) pour avoir diffusé l'interview avec Mezrag.

Nombre d'organisations de la société civile, d'opposants au régime et de partis politiques, dont les partis islamiques licites, avaient accès aux médias imprimés et

électroniques indépendants et y avaient recours pour exprimer leurs opinions. Les partis de l'opposition diffusaient également des informations par internet et publiaient des communiqués, mais ont déclaré qu'ils n'avaient pas accès à la télévision et à la radio nationales. Les journalistes des médias indépendants, tant imprimés qu'électroniques, ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la quasi-impossibilité d'obtenir des informations de responsables d'organismes publics. À l'exception de plusieurs quotidiens, la majorité des organes de presse imprimés dépendaient du gouvernement pour l'obtention de matériels d'impression et pour les opérations d'imprimerie.

En janvier, un tribunal a requalifié un chef d'inculpation prononcé à l'encontre d'un journaliste et membre du conseil d'administration de la LADDH, Hassan Bouras, donnant lieu à sa libération de la prison d'El Bayadh après trois mois d'incarcération. En octobre 2015, la police l'avait inculpé pour outrage à un corps constitué et incitation des citoyens à la rébellion armée. Selon son avocat, en novembre, les accusations portées contre Bouras n'avaient pas été retirées. Par ailleurs, au mois de novembre, un tribunal d'El Bayadh a condamné Bouras pour avoir produit une vidéo alléguant que certains responsables de la police et juges étaient corrompus. Le 28 novembre, le tribunal a déclaré Bouras coupable de complicité d'outrage à un auxiliaire de justice, à des agents de la force publique et à un corps constitué, et de l'exercice illégal d'une profession réglementée par la loi, en le frappant d'une peine d'un an d'emprisonnement en sus d'amendes. L'appel interjeté par Bouras était en suspens à la fin de l'année.

Les organisations souhaitant produire des publications régulières doivent en obtenir l'autorisation du gouvernement. La loi exige que le directeur de la publication ait la nationalité algérienne. De plus, elle interdit aux publications périodiques locales de recevoir des appuis matériels directs ou indirects provenant de sources étrangères. La CNCPPDH a noté dans son rapport annuel de 2014 que l'absence de loi régissant la publicité était le plus grand obstacle à l'amélioration de la transparence en matière de distribution de la publicité publique (voir aussi la section 5). En mai, le président de la CNCPPDH Farouk Ksentini a déclaré que le fait de priver certains quotidiens de recettes de publicité publique était « contraire à la démocratie et une violation de la Constitution ».

En septembre, le ministère de la Communication a indiqué qu'il y avait 332 publications imprimées accréditées, comprenant 149 quotidiens, 47 hebdomadaires et 75 magazines mensuels, ainsi que d'autres publications spécialisées. Le ministère a noté que six des quotidiens imprimés étaient gérés par l'État.

La Direction des médias du ministère de la Communication est chargée de l'octroi et du renouvellement des accréditations des médias étrangers opérant dans le pays. Bien que cette accréditation soit exigée pour opérer dans la légalité, la grande majorité des médias étrangers n'étaient pas accrédités. Leurs activités avaient été tolérées dans le passé mais le ministre Grine a déclaré en avril que le nombre de chaînes privées diffusées par satellite qui recevraient des fréquences serait limité à 13. Il a déclaré en septembre que les chaînes de télévision étrangères non accréditées seraient fermées. Toutefois, à la fin de l'année, le gouvernement n'avait fermé aucune de ces chaînes. Le 20 juin, le gouvernement a créé l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), un organe composé de neuf membres chargé de réglementer la télévision et la radio. En août, l'ARAV a publié des réglementations aux termes desquelles les actionnaires et gestionnaires de toutes les chaînes de radio ou de télévision doivent être de nationalité algérienne ; elles interdisent par ailleurs à ces chaînes de diffuser des émissions qui portent atteinte aux « valeurs ancrées dans la société algérienne ».

Le ministère octroie et renouvelle également les accréditations des correspondants étrangers présents dans le pays. Selon le ministère, 13 organismes de presse étrangers accrédités exerçaient leurs activités au cours de l'année. En sus de cinq chaînes de télévision algériennes privées, 12 chaînes de télévision étrangères et deux stations de radio étrangères ont mené leurs activités durant l'année.

La loi exige des organes de presse en ligne qu'ils informent le gouvernement de leurs activités mais ne leur impose pas de demander l'autorisation d'opérer.

Violence et harcèlement : Des sources d'information critiques du gouvernement ont fait état d'actes de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités en raison des informations qu'elles avaient publiées. Des responsables gouvernementaux ont arrêté et détenu provisoirement des journalistes.

Le 27 juin, la police a arrêté Mohamed Tamalt, un journaliste indépendant et blogueur basé au Royaume-Uni. Il a été inculpé pour offense au président Bouteflika sur Facebook et condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans et à une amende de 200 000 dinars (1 832 dollars É.-U.). Le 11 décembre, Tamalt est décédé des suites d'une grève de la faim prolongée entreprise pour protester contre son arrestation et sa détention continue.

Le 21 juin, des agents de police ont encerclé le nouveau siège social du quotidien El-Watan et ordonné à ses employés de vider les lieux. Selon les autorités locales,

l'immeuble n'était pas en conformité avec les permis de construire délivrés par le gouvernement. En septembre, El-Watan n'avait toujours pas reçu l'autorisation de prendre possession des locaux.

Censure ou restrictions relatives au contenu : Quelques grands médias ont fait l'objet de mesures de représailles directes et indirectes pour avoir critiqué le gouvernement.

Certains observateurs ont considéré que la condamnation prononcée en juillet contre deux journalistes de KBC TV et l'annulation de la vente de la société mère de KBC, le groupe El-Khabar, étaient motivées par les opinions politiques exprimées dans la programmation de KBC et par le propriétaire de la société qui souhaitait acheter le groupe El-Khabar.

Le 3 mai, le ministre Grine a appelé les sociétés privées à cesser de passer des annonces publicitaires dans trois quotidiens non cités, mais qui étaient, selon l'opinion générale, El-Khabar, El-Watan et Liberté, et considérés comme critiques à l'égard du gouvernement. Dans un entretien publié en ligne le même jour, le directeur général d'El-Khabar a indiqué que le ministre Grine était opposé à ce quotidien parce qu'il ne « suivait pas la ligne éditoriale qu'il souhaitait ».

Dans un discours prononcé le 23 mai et appelant à la fermeture des chaînes satellites étrangères non agréées, le Premier ministre Sellal a critiqué les chaînes qui « pratiquent la publicité mensongère, violent la vie privée, portent atteinte à la dignité des personnes, sèment la désinformation et pire encore attaquent la cohésion de la société algérienne à travers des appels à la haine, au régionalisme et au chaos ».

Lois sur la diffamation et la calomnie : Des ONG et des observateurs ont critiqué la loi sur la diffamation en raison de son imprécision et de définitions y figurant qui ne sont pas conformes aux normes reconnues à l'échelle internationale. Aux termes de la loi, est diffamatoire « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou la considération de la personne à laquelle le fait est imputé ». La loi n'exige pas que le fait allégué ou imputé soit faux ou que la déclaration soit faite dans l'intention de nuire à la réputation d'autrui. La diffamation ne constitue pas un crime mais est passible de sanctions civiles allant de 100 000 à 500 000 dinars (916 à 4 579 dollars É.-U.) Le ministère de la Justice n'a fourni aucune information sur la part des actions en diffamation intentées par des particuliers en comparaison avec celles intentées par le gouvernement.

La loi criminalise les déclarations qui dénigrent l'islam ou insultent le Prophète Mohammed ou les « messagers de Dieu ». Le 14 juin, la Gendarmerie nationale a publié un communiqué de presse annonçant « le démantèlement d'un réseau criminel international constitué de blasphémateurs et de prosélytes antimusulmans sur internet ». Des articles de presse ont semblé faire référence à ce cas lorsqu'ils ont rapporté l'arrestation de Rachid Fodil et d'un ou deux autres hommes dans la province de M'sila mais au mois de septembre, la situation au regard des accusations portées contre eux était imprécise. Le 31 juillet, la police de Setif a arrêté Slimane Bouhafis, un homme converti au christianisme, pour avoir publié sur sa page Facebook des déclarations remettant en question la moralité du Prophète Mohammed. Après un procès, un tribunal a condamné Bouhafis le même jour et l'a condamné le 7 août à une peine d'emprisonnement de cinq ans et à une amende de 100 000 dinars (916 dollars É.-U.). Le septembre 6, sa peine a été réduite à trois ans de prison.

Mohamed Chergui, un journaliste travaillant pour le quotidien El-Djournhouria, a été condamné en février 2015 à une peine d'emprisonnement de trois ans et à une amende de 200 000 dinars (1 832 dollars É.-U.) pour un article écrit en 2014 qui avait été jugé insultant pour le Prophète Mohammed et l'islam. En avril, une cour d'appel d'Oran a cassé cette condamnation et ordonné sa mise en liberté.

### **Liberté d'accès à internet**

Le gouvernement a entravé l'accès à internet et surveillé certains sites de courrier électronique et sites de médias sociaux. Le 18 juin, des médias publics ont rapporté que le gouvernement comptait bloquer l'accès à des sites de médias sociaux, dont Facebook et Twitter, durant la semaine des épreuves du baccalauréat prévues à travers le pays du 19 au 23 juin. La décision avait été prise en réaction à des fuites sur les résultats d'épreuves, qui avaient été publiées sur les médias sociaux plusieurs jours avant les épreuves. Les 19 et 20 juin, des utilisateurs d'internet ont rapporté un blocage d'accès non seulement aux médias sociaux mais à la quasi-totalité des sites Web. Le service internet a été rétabli le 20 juin mais l'accès aux médias sociaux n'a été complètement rétabli que le 24 juin.

En janvier, la police a arrêté un militant pour les chômeurs, Belkacem Khencha, et condamné celui-ci à six mois de prison en mai pour avoir publié une vidéo sur Facebook critiquant la manière dont le système judiciaire avait géré l'arrestation d'autres militants de son groupe.

Dans une déclaration prononcée en juillet, l'organisation de défense des droits de l'homme Collectif des familles de disparus en Algérie a indiqué que le gouvernement avait bloqué l'accès à Radio des Sans voix, une station de radio en ligne que le collectif avait lancée en juin, la station étant ainsi inaccessible au public.

Des utilisateurs d'internet ont régulièrement exercé leur droit à la liberté d'expression et d'association en ligne, y compris par les forums en ligne, les médias sociaux et le courrier électronique. Des militants ont signalé que certains billets publiés sur les médias sociaux pouvaient donner lieu à une arrestation et à un interrogatoire, et les observateurs savaient que les services de renseignement surveillaient de près les activités des militants politiques et des défenseurs des droits de l'homme sur les sites des médias sociaux, notamment sur Facebook.

La loi sur les cybercrimes établit les procédures relatives à l'emploi de données électroniques dans les poursuites judiciaires et définit les responsabilités des fournisseurs de services en matière de coopération avec les autorités. Aux termes de cette loi, les écoutes électroniques peuvent être réalisées, moyennant une autorisation écrite délivrée par une autorité judiciaire compétente, pour prévenir la commission d'infractions équivalant à des actes de terrorisme ou de subversion ainsi que d'infractions contre la sécurité de l'État.

Le droit établit que les fournisseurs d'accès à internet sont passibles de sanctions pénales pour le matériel et les sites qu'ils hébergent, en particulier si les contenus sont « incompatibles avec la moralité ou l'opinion publique ». Le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication sont chargés d'exercer un contrôle dans ce domaine. La loi prévoit des peines de prison allant de six mois à cinq ans ainsi que des amendes allant de 50 000 à 500 000 dinars (458 à 4 579 dollars É.-U.) pour tout utilisateur qui contreviendrait à la loi, y compris à l'obligation de coopérer avec les autorités chargées de l'application de la loi contre les cybercrimes.

Selon les estimations du gouvernement, en septembre, le pays estimait qu'il existait 18 583 427 utilisateurs d'internet en 2015. Selon l'Union internationale des télécommunications, en 2015, 38,2 % de la population utilisaient internet.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Des séminaires et des colloques érudits ont été organisés avec une ingérence limitée des autorités. Le ministère de la Culture a examiné le contenu de films

avant leur passage à l’affiche et passé en revue des livres avant que ceux-ci ne soient publiés ou importés. Le ministère des Affaires religieuses en a fait de même pour les publications à caractère religieux.

## **b. Liberté de réunion pacifique et d’association**

Bien que la Constitution prévoie la liberté de réunion et d’association, le gouvernement a considérablement limité l’exercice de ces droits.

### **Liberté de réunion**

La Constitution reconnaît le droit de réunion mais le gouvernement a continué de limiter l’exercice de ce droit. L’interdiction des manifestations à Alger est restée en vigueur et les autorités l’ont invoquée pour interdire les rassemblements sur le territoire municipal. Sur le plan national, les autorités ont requis que les citoyens et les organisations obtiennent des autorisations auprès du gouverneur local, qui est nommé par le gouvernement, avant de tenir des réunions publiques ou des manifestations. Le gouvernement a rarement autorisé les partis politiques, les ONG et d’autres groupes à tenir des rassemblements en salle ou a retardé l’octroi des autorisations jusqu’à la veille de la manifestation, limitant ainsi les activités de publicité et de mobilisation des organisateurs. Néanmoins, les pouvoirs publics ont souvent laissé les manifestations non autorisées se dérouler pendant que des négociations concernant les revendications des manifestants se poursuivaient ou lorsque les tentatives de dispersion des manifestants par les autorités risquaient de provoquer des flambées de violence.

Le 21 mars, des médias ont rapporté que la police avait bousculé et frappé à coups de pied des manifestants rassemblés devant la Grande Poste d’Alger pour réclamer des postes permanents pour les enseignants titulaires de contrats à durée déterminée. Selon Human Rights Watch, deux femmes se sont présentées à l’hôpital à la suite de blessures. Le 4 avril, la police a barré le chemin à des centaines d’enseignants qui manifestaient à Boudouaou, les empêchant d’achever la dernière étape d’une marche de 225 kilomètres de Bejaïa à Alger. Les manifestants sont restés mobilisés à Boudouaou jusqu’au 18 avril, lorsque la police a bousculé certains d’entre eux pour les faire monter dans des autocars.

À Alger et dans d’autres grandes villes, les hôtels ont continué la pratique de longue date consistant à refuser de conclure des contrats de location d’espaces de réunion avec des partis politiques, des ONG et des associations civiles à moins de

recevoir une copie de l'autorisation écrite du ministère de l'Intérieur pour la tenue de la réunion en question.

Durant l'année, la police a dispersé des réunions non autorisées ou empêché les manifestants de poursuivre leurs défilés de protestation. En général, la police dispersait les manifestants peu après le début de la manifestation ; elle arrêtait également et détenait les organisateurs quelques heures durant. Human Rights Watch, Amnesty International et d'autres ONG ont critiqué le recours à la loi de la part des autorités pour limiter les rassemblements pacifiques.

En juillet, la police aurait arrêté plus de 100 gardes communaux arrivés à Alger qui étaient en route pour une manifestation prévue devant le parlement. En juin, les autorités ont arrêté plusieurs militants du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) qui se préparaient à tenir une réunion non autorisée à Larbaâ Nath Irathen en commémoration du 15<sup>e</sup> anniversaire d'une manifestation dirigée par les Berbères à Alger. Des affrontements se sont produits lorsque les riverains se sont rassemblés dans le centre-ville pour réclamer la libération des militants et, selon des articles de presse, ces affrontements ont fait des blessés parmi les agents de police et certains manifestants. En février, le président du MAK Bouaziz Ait Chebib a déclaré au quotidien Al-Watan qu'environ 100 militants du MAK avaient été brièvement arrêtés à Tizi Ouzou afin de les empêcher de participer à l'assemblée nationale du MAK.

### **Liberté d'association**

La Constitution reconnaît le droit de réunion mais le gouvernement a considérablement limité l'exercice de ce droit.

Les multiples exigences de la loi et le manque de cohérence de son application ont opposé des obstacles considérables au développement de la société civile. La loi accorde au gouvernement de larges pouvoirs de supervision des activités quotidiennes des organisations de la société civile et d'influence sur ces activités. Elle exige que les organisations civiles au niveau national déposent une demande auprès du ministère de l'Intérieur pour obtenir une autorisation de fonctionnement. Une fois inscrites, les organisations doivent informer les autorités de leurs activités, de leurs sources de financement et de leurs personnels ; elles doivent également notifier tout changement de personnel. La loi leur impose également l'obligation d'obtenir une approbation préalable du gouvernement avant d'accepter des fonds étrangers. Lorsque les organisations ne soumettent pas les informations requises aux autorités, lorsqu'elles tentent de fonctionner avec des fonds étrangers

ou les acceptent sans autorisation, elles sont passibles d'amendes allant de 2 000 à 5 000 dinars (18 à 46 dollars É.-U.) et leurs responsables d'une peine de prison allant jusqu'à six mois. La loi interdit la formation de partis politiques à programme religieux, mais des observateurs ont déclaré qu'ils avaient connaissance de certains partis politiques islamistes.

Les associations qui présentent une demande d'accréditation doivent, aux termes de la loi, recevoir une réponse à leur demande dans un délai de deux mois pour les organisations nationales, de 45 jours pour les associations interrégionales, de 40 jours pour les associations de niveau provincial et de 30 jours pour les organisations communales. Le ministère de l'Intérieur supervise le processus d'accréditation pour la plupart des associations, mais c'est le président d'une assemblée locale qui approuve les demandes des associations communales.

Le ministère de l'Intérieur peut refuser d'agréer ou décider de dissoudre tout groupe considéré comme une menace à l'autorité du gouvernement ou à l'ordre public et, à plusieurs occasions, il n'a pas octroyé leur licence officielle à des ONG, des associations, des groupes religieux et des partis politiques dans des délais raisonnables. Selon le ministère de l'Intérieur, les organisations reçoivent un récépissé de dépôt après avoir soumis leur demande d'accréditation et, une fois écoulés les délais énoncés ci-dessus, ce récépissé suffit en vertu de la loi à leur permettre de mener leurs activités, d'ouvrir un compte en banque et de louer des bureaux ou des espaces pour y organiser des événements. Toutefois, cette disposition ne figure pas explicitement dans la loi. Si la demande est approuvée, le ministère de l'Intérieur émet un document d'accréditation définitif.

De nombreuses organisations ont indiqué qu'elles n'avaient jamais reçu de récépissé de dépôt et que, même avec un récépissé, il était difficile de satisfaire aux formalités administratives nécessaires en l'absence d'un document d'accréditation définitif. D'autres organisations ont indiqué n'avoir jamais reçu de réponse écrite à leur demande. Le ministère a maintenu que les organisations auxquelles l'accréditation était refusée ou qui n'avaient pas reçu de réponse dans les délais prévus pouvaient se pourvoir en appel auprès du Conseil d'État, tribunal administratif chargé des affaires impliquant les pouvoirs publics.

Au cours de l'année, le Rassemblement Actions Jeunesse, une organisation de la société civile pour les jeunes, n'a, une fois encore, pas pu renouveler sa licence bien qu'il ait présenté toutes les pièces exigées par le ministère de l'Intérieur. Le ministère n'a pas non plus renouvelé l'accréditation de l'ONG SOS Disparus ni celle de la LADDH, qui avaient déposé leur demande de renouvellement en 2013.

Selon des membres de l'Association nationale pour la lutte contre la corruption, le ministère de l'Intérieur a refusé d'approuver la demande d'accréditation de l'association, déclarant que cette demande n'était pas conforme à la loi sur les associations, mais sans donner d'autres précisions. L'organisation avait présenté sa demande d'accréditation initialement en 2012.

Le gouvernement a accordé des licences et des subventions à des associations nationales, notamment des associations de jeunes, médicales et de quartier. Selon le ministère de l'Intérieur, 108 940 associations locales et 1 293 associations nationales étaient enregistrées. Une étude de 2015 menée par plusieurs organisations de la société civile algérienne de premier plan a permis de constater, toutefois, que près des deux tiers des quelque 93 000 associations inscrites auprès du gouvernement lors de l'entrée en vigueur de la loi sur les associations en 2012 soit étaient inactives, soit avaient cessé de fonctionner. Les ONG non agréées n'ont reçu aucune aide du gouvernement et les citoyens hésitaient parfois à s'associer à leurs activités.

### **c. Liberté de religion**

Veillez consulter le Rapport international sur la liberté religieuse dans le monde du département d'État à l'adresse suivante :

[www.state.gov/religiousfreedomreport/](http://www.state.gov/religiousfreedomreport/).

### **d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et apatrides**

Bien que la Constitution assure la liberté de circulation interne, de voyage à l'étranger, d'émigration et de rapatriement, l'État a restreint l'exercice de ce droit.

Le gouvernement a généralement coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance à des réfugiés, des demandeurs d'asile et d'autres personnes en situation préoccupante.

Liberté de circulation dans le pays : Pour des raisons de sécurité, le gouvernement a restreint les déplacements dans les provinces d'El-Oued et d'Illizi dans le sud du pays, la première étant proche des installations de l'industrie des hydrocarbures et la seconde de la frontière avec la Libye. Invoquant la menace du terrorisme, le gouvernement a également empêché le tourisme par la route entre les villes de Tamanrasset, Djanet et Illizi dans le sud du pays. Des rapports parus dans la presse

ont indiqué que le gouvernement limitait les déplacements de touristes étrangers par des pistes du Tassili et du Hoggar ainsi que dans certaines zones de Tamanrasset et des environs pour des raisons de sécurité. Des organisations de la société civile ont rapporté que les autorités empêchaient les migrants d'Afrique subsaharienne dans les environs de Tamanrasset de se rendre vers le nord pour atteindre des agglomérations côtières.

Voyages à l'étranger : La loi n'autorise pas les personnes de moins de 18 ans à voyager à l'étranger sans l'autorisation d'un tuteur. Les femmes mariées âgées de moins de 18 ans ne peuvent pas se rendre à l'étranger sans la permission de leur mari, à l'inverse des femmes mariées qui sont âgées de plus de 18 ans. Le gouvernement n'a pas permis aux jeunes hommes soumis à la conscription et qui ne s'étaient pas encore acquittés de leurs obligations militaires de quitter le pays sans autorisation spéciale, mais il a accordé cette autorisation aux étudiants et aux personnes en situation familiale spéciale. Le ministère de l'Intérieur a affirmé qu'en 2014, le gouvernement avait cessé d'exiger des vérifications des antécédents des personnes présentant une demande de passeport.

### **Protection des réfugiés**

Le gouvernement a offert une protection à environ 90 000 à 165 000 réfugiés sahraouis ayant quitté le Sahara occidental après la prise de contrôle de ce territoire par le Maroc dans les années 1970. Le HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Croissant-Rouge algérien, le Croissant-Rouge sahraoui et d'autres organisations sont également venus en aide aux réfugiés sahraouis. Ni le gouvernement ni les chefs des réfugiés n'ont autorisé le HCR à enregistrer les réfugiés sahraouis ou à conduire un recensement de cette population. En l'absence d'un enregistrement officiel, le HCR et le PAM ont basé leur prestation d'aide humanitaire sur une prévision de 90 000 réfugiés, ajoutant à ce nombre 35 000 rations alimentaires.

Droit d'asile : La loi prévoit dans l'ensemble l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié mais les pouvoirs publics n'ont pas mis en place un mécanisme officiel permettant aux réfugiés de demander l'asile. Il n'y a pas eu de rapport indiquant que le gouvernement avait accordé l'asile ou le statut de réfugié à de nouveaux réfugiés en ayant fait la demande au cours de l'année. Selon le HCR, le gouvernement n'a pas accepté ses déterminations accordant le statut de réfugié selon ses critères. Les bureaux du HCR à Alger ont rapporté qu'il y aurait eu entre 200 et 300 demandes d'asile par mois, la plupart déposées par des Syriens, des Palestiniens et des habitants de l'Afrique subsaharienne venus du Mali, de la

Guinée, de la République centrafricaine, de la Côte d'Ivoire et de la République démocratique du Congo (RDC). Les personnes qui, selon les critères du HCR, avaient des motifs légitimes de recevoir le statut de réfugié provenaient principalement de la RDC, de la Côte d'Ivoire, de l'Irak et de la République centrafricaine. Il n'y a eu aucune preuve d'une quelconque discrimination à l'encontre de demandeurs d'asile mais l'absence d'un mécanisme formel de gestion en la matière a rendu toute évaluation difficile.

Au mois de septembre 2015, le ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme signalait que depuis le début du conflit en Syrie, il avait accepté plus de 24 000 réfugiés syriens. D'autres organisations estimaient que ce chiffre était plus proche de 43 000. À partir de janvier 2015, le gouvernement a exigé un visa pour autoriser l'entrée des ressortissants syriens dans le pays. Depuis 2012, le HCR a enregistré plus de 6 000 Syriens, mais seuls environ 5 000 d'entre eux étaient toujours enregistrés auprès du HCR au mois de septembre. Le Croissant-Rouge algérien, qui relève du ministère de la Solidarité, a continué de maintenir des centres d'accueil offrant nourriture et abri aux Syriens qui n'avaient pas les moyens de subvenir à leurs besoins. Ces installations étaient situées dans un camp estival du quartier d'Alger situé en bordure de mer connu sous le nom de Sidi Fredj. Les autorités n'ont pas permis au HCR de pénétrer dans ces centres d'accueil mais signalé que depuis 2016, la plupart des Syriens n'y étaient plus logés.

Depuis le début des violences dans le nord du Mali en 2012, des observateurs internationaux ont signalé l'arrivée en Algérie d'un influx de personnes en provenance de ce pays, ce qui n'était pas conforme aux flux habituels de migration.

Le ministère de l'Intérieur estimait au mois d'août que 21 073 migrants clandestins résidaient dans le pays, alors que d'autres sources évaluaient ce nombre à 30 000 rien qu'à Tamanrasset et à quelque 100 000 dans le pays tout entier. En juillet, le Croissant-Rouge algérien avait fermé les quatre camps de réfugiés du pays dont il avait assuré la gestion, dont le camp abritant 600 migrants, la plupart venus du Mali, près de la ville de Bordj Badj Mokhtar, dans le sud du pays.

**Refoulement** : Le gouvernement a accordé une certaine protection contre l'expulsion ou le rapatriement des personnes dans des pays où leur vie ou leur liberté serait en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier, ou de leurs opinions politiques. Début décembre, toutefois, le gouvernement a rassemblé selon les estimations 1 400 migrants d'Afrique subsaharienne dans des localités en dehors d'Alger et a

expulsé près d'un millier d'entre eux vers le Niger. Le président du Croissant-Rouge algérien a déclaré que toutes ces personnes étaient reparties volontairement, ajoutant que certains migrants avaient reçu l'autorisation de rester à Tamanrasset. Ces personnes avaient été expulsées à l'issue de plusieurs années durant lesquelles le gouvernement s'était largement abstenu d'expulser des migrants d'Afrique subsaharienne en raison de préoccupations quant à la sécurité et de l'instabilité dans le nord du Mali.

Dans le cadre de plusieurs opérations de rapatriement menées depuis 2014, les autorités algériennes, par l'entremise du Croissant-Rouge algérien, ont rapatrié plus de 17 000 migrants nigériens à la demande du gouvernement du Niger. Diverses organisations humanitaires internationales ainsi que des observateurs ont critiqué ces opérations en évoquant des conditions de transport inacceptables, principalement du côté nigérien de la frontière, et ce qu'ils ont décrit comme un manque de coordination entre le Croissant-Rouge algérien, le gouvernement et la Croix-Rouge du Niger. Des observateurs ont également émis des doutes quant au caractère volontaire du rapatriement de tous ces migrants. En août, le gouvernement a organisé le rapatriement d'environ 500 Maliens à la demande du consulat du Mali à Tamanrasset.

Emploi : Le HCR a fourni aux réfugiés enregistrés une aide alimentaire et une assistance au logement modestes. Étant donné que le gouvernement n'autorise pas officiellement les réfugiés à travailler, nombre d'entre eux étaient employés dans le secteur informel et étaient exposés au risque d'exploitation par le travail en raison de leur absence de statut régulier dans le pays. D'autres migrants, des demandeurs d'asile et des Maliens et des Syriens considérés par les autorités comme étant « en situation spéciale », dépendaient dans une grande mesure d'envois de fonds de leur famille, de l'appui de leurs proches et connaissances dans le pays et de l'assistance du Croissant-Rouge algérien et des organisations d'aide internationales.

Accès aux services de base : Les réfugiés sahraouis vivaient principalement dans cinq camps à proximité de la ville de Tindouf, administrés par le Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front Polisario). Le Front Polisario (par l'intermédiaire de la Société du Croissant-Rouge sahraoui), le HCR, le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et les ONG partenaires étaient les principaux fournisseurs de services de base aux réfugiés sahraouis, dont l'aide alimentaire, les soins de santé primaires et l'instruction primaire et secondaire, tandis que le gouvernement ciblait largement le développement des infrastructures dans les camps, tout en assurant l'instruction secondaire et universitaire gratuite ainsi que les soins hospitaliers de haut niveau.

L'éloignement des camps et le manque de présence gouvernementale n'ont pas permis aux services de police et aux tribunaux d'accéder à ces lieux. D'autres réfugiés, demandeurs d'asile et migrants avaient accès aux hôpitaux publics gratuits, mais des ONG indépendantes ont signalé des cas où des migrants n'ont pas été admis dans ces établissements.

En août 2015, le ministère de l'Éducation a donné l'ordre à tous les administrateurs scolaires d'autoriser les enfants de migrants et de réfugiés à s'inscrire dans l'enseignement primaire et secondaire et à n'exiger d'eux que la présentation de leur passeport et de documents indiquant leur niveau d'études dans leur pays d'origine. Des organisations internationales ont fait état des difficultés rencontrées par les enfants lorsqu'ils tentaient de s'intégrer dans le système éducatif mais ont signalé que l'accès à l'éducation pour les migrants était en train de s'améliorer, surtout dans le nord du pays. Ces organisations ont rapporté que les parents de ces enfants migrants étaient souvent réticents à inscrire leurs enfants dans des écoles algériennes.

Solutions durables : Le gouvernement a refusé que les réfugiés venus de l'étranger se réinstallent dans le pays. Les réfugiés sahraouis n'ont pas cherché à s'intégrer à la société locale ou à être naturalisés durant les 40 années vécues dans les camps de réfugiés près de Tindouf, et leur parti au pouvoir, le Front Polisario, a continué d'appeler à un référendum sur l'indépendance au Sahara occidental.

Protection temporaire : Le droit ne prévoit officiellement aucune protection temporaire mais, officieusement, les autorités ont fourni une protection temporaire à des groupes comme les Syriens et les Maliens.

### **Section 3. Libre participation au processus politique**

La Constitution accorde aux citoyens le droit de choisir leur gouvernement par le biais d'élections périodiques libres et justes, à bulletin secret et tenues au suffrage universel et égal. Les limites imposées à la liberté de réunion et d'association ainsi que les restrictions frappant les activités des partis politiques ont considérablement entravé l'activité des groupes d'opposition.

#### **Élections et participation politique**

Selon les dispositions juridiques en vigueur, les membres des assemblées locales, provinciales et nationales sont élus pour un mandat de cinq ans et l'élection présidentielle a lieu dans les 30 jours précédant l'expiration du mandat

présidentiel. Les limites du nombre de mandats présidentiels, éliminées en 2008, ont été rétablies aux termes d'une révision constitutionnelle promulguée en 2016 qui prévoit désormais que le président ne pourra exercer plus de deux mandats. Le ministère de l'Intérieur exerce un contrôle sur les processus électoraux et le scrutin. La législation adoptée en juillet par le parlement établit un organisme indépendant de surveillance électorale. Le président a nommé le président de cet organe le 6 novembre mais, toujours en novembre, les autres membres le composant n'avaient pas encore été désignés.

Élections récentes : L'élection présidentielle a eu lieu en avril 2014 et le président Bouteflika a été réélu pour un quatrième mandat. En dépit du fait qu'il n'ait pas fait campagne personnellement, Bouteflika a recueilli environ 81 % des suffrages exprimés tandis que son principal rival et ancien Premier ministre, Ali Benflis, a remporté la deuxième place avec un peu plus de 12 % des suffrages exprimés.

Plusieurs centaines d'observateurs internationaux des élections dépêchés par les Nations Unies, la Ligue arabe, l'Union africaine et l'Organisation de la coopération islamique ont suivi le scrutin, que les observateurs étrangers ont décrit comme ayant été essentiellement pacifique tout en signalant toutefois le faible taux de participation électorale et la proportion élevée de bulletins nuls. El-Watan, un quotidien favorable à l'opposition, a rapporté que près de 10 % des suffrages exprimés étaient nuls. Le ministère de l'Intérieur n'a pas fourni de listes d'inscription des électeurs aux observateurs nationaux ni internationaux. Le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, a annoncé que le taux de participation aux élections approchait les 51 %, chiffre largement inférieur au taux d'un peu plus de 74 % enregistré durant les élections présidentielles de 2009.

Ali Benflis a rejeté les résultats du scrutin et affirmé que celui-ci était entaché d'irrégularités. Il a interjeté appel devant le Conseil constitutionnel mais a été débouté de sa demande. Une coalition de partis d'opposition séculiers et islamiques ont boycotté l'élection, décrivant le processus comme étant une mascarade et maintenant que le président Bouteflika n'était pas apte à concourir pour des raisons de santé. Plusieurs candidats se sont retirés des élections, les résultats de celles-ci étant, selon eux, donnés d'avance.

Les élections à la chambre basse se sont tenues en 2012 et n'ont pas donné lieu à des changements considérables dans la composition du gouvernement. Le gouvernement a permis aux observateurs internationaux d'être présents lors des élections, ce qui n'a pas été le cas pour les organisations de la société civile

algériennes. Ainsi, plusieurs partis d'opposition ont boycotté la cérémonie d'investiture parlementaire, alléguant des irrégularités lors des élections.

Partis politiques et participation politique : Le ministère de l'Intérieur doit agréer les partis politiques avant que ceux-ci puissent fonctionner légalement.

Le gouvernement a continué d'exercer une influence indue sur les médias et les partis politiques d'opposition ont prétendu qu'ils n'avaient pas accès à la télévision et à la radio publiques. Les forces de sécurité ont dispersé des rassemblements organisés par des partis d'opposition et ont fait obstacle à l'exercice du droit de s'organiser.

Aux termes de la Constitution, tous les partis doivent avoir une « base nationale ». Aux termes de la loi électorale antérieure, chaque parti doit avoir reçu 4 % des voix ou au moins 2 000 voix dans 25 provinces lors de l'une des trois dernières élections législatives pour pouvoir participer aux élections nationales, ce qui rend très difficile la création de nouveaux partis politiques. La nouvelle loi électorale adoptée par le parlement en juillet exige que les partis reçoivent 4 % des voix lors des dernières élections ou recueillent 250 signatures dans une circonscription électorale pour que leur nom figure sur le bulletin de vote. Tous les partis d'opposition du pays ont critiqué la nouvelle loi, avançant qu'elle créait un seuil de qualification plus difficile à atteindre et qu'elle établissait un organe de surveillance électorale dont les membres seraient désignés par le président et le parlement, lui-même contrôlé par une coalition dirigée par le parti du président.

La loi interdit la formation de partis politiques fondés sur la religion, l'ethnicité, le sexe, la langue ou la région, mais divers partis politiques sont connus pour être islamistes, notamment les membres de l'Alliance verte. Selon le ministère de l'Intérieur, au mois d'août, 71 partis politiques étaient enregistrés.

La loi n'impose pas de restrictions notables à l'inscription des électeurs, mais l'application des lois relatives à l'inscription et à l'identification des électeurs s'est révélée peu cohérente et a été source de confusion lors d'élections passées.

L'appartenance au Front islamique du salut, parti politique interdit depuis 1992, est demeurée illégale. La loi interdit également les liens entre les partis politiques et les associations apolitiques et régit le financement des partis et les exigences en matière de déclaration. Elle interdit de même aux partis politiques de recevoir des appuis financiers ou matériels directs ou indirects de partis étrangers. Elle précise aussi que les ressources doivent provenir de contributions des membres du

parti, de dons et de recettes des activités du parti, en sus d'un éventuel financement de l'État.

En septembre, Karim Tabbou, parlementaire et fondateur du parti Union démocratique et sociale (UDS), attendait encore l'autorisation du ministère de l'Intérieur pour tenir le congrès de son parti. Le congrès avait été prévu initialement pour 2014, mais n'avait pu avoir lieu parce que le parti n'avait pas reçu l'autorisation de tenir ses congrès régionaux exigés au préalable.

En août, un responsable local de Tamanrasset a adressé une lettre au parti politique dénommé Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) indiquant qu'à l'avenir, le RCD pourrait se voir refuser toute autorisation de se réunir après les troubles ayant suivi le rassemblement de jeunes membres du parti. Le parti a nié l'allégation de troubles, avançant au contraire que les personnels de sécurité étaient mécontents de la présence d'un drapeau amazighe à côté du drapeau national algérien et parce que les organisateurs avaient retiré un portrait du président Bouteflika de la salle de réunion.

Le 16 juillet et le 17 septembre, les médias ont rapporté que la police avait empêché de se réunir des membres du parti au pouvoir, le Front national de libération (FLN), y compris des parlementaires. À ces deux occasions, des membres du parti opposés au secrétaire général du parti avaient prévu de se rencontrer au domicile du sénateur Boualam Djaafar. Le site d'actualités Tout sur l'Algérie a rapporté que Abderrahmane Belayat, ancien ministre et secrétaire général du FLN qui était membre du groupe, avait avancé que les services de renseignement surveillaient régulièrement les réunions du groupe.

Participation de femmes et des minorités : Aucune loi ne prévoit de restriction dans la participation au processus politique pour les femmes et les membres de minorités, et les deux groupes ont participé effectivement.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

La loi prévoit des sanctions pénales de deux à 10 ans de prison pour corruption officielle ; toutefois, dans l'ensemble, le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière efficace. La corruption, ainsi que le révèle l'indice de corruption publié par Transparency International, a continué de poser problème.

Corruption : Le Code pénal précise que les chefs d'inculpation ayant trait au vol, au détournement ou à la perte de fonds publics et privés ne peuvent être imputés

aux « gestionnaires économiques » de haut niveau du secteur public que par le conseil de direction de l'institution. Les critiques de la loi ont affirmé qu'en n'autorisant que les hauts fonctionnaires des entreprises d'État à lancer des enquêtes, cette loi protégeait la corruption gouvernementale de haut niveau et favorisait l'impunité.

Le ministère de la Justice a déclaré qu'en octobre, 987 fonctionnaires ou employés de sociétés publiques avaient été inculpés d'infractions liées à la corruption. Le gouvernement a intenté des actions pour corruption dans plusieurs grandes affaires qui se sont soldées par des dizaines de condamnations. Les médias dans leurs rapports et l'opinion publique considéraient l'absence d'inculpation à l'encontre des fonctionnaires de plus haut niveau comme un signe d'impunité pour les responsables du gouvernement.

En juillet, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a publié un article s'inspirant des « Panama Papers », des documents communiqués clandestinement à partir du cabinet d'avocats Mossack Fonseca, basé au Panama, en rapport avec des allégations de pots-de-vin dans la passation de marchés de la Sonatrach, l'entreprise pétrolière nationale. L'ICIJ a indiqué que les documents montrent que Mossack Fonseca avait créé 12 des 17 sociétés écrans mises en place par l'homme d'affaires Farid Bedjaoui pour, selon les allégations, canaliser des pots-de-vin destinés à des fonctionnaires. L'ancien ministre de l'Énergie, Chekib Khelil, qui avait fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré en 2013 pour répondre d'accusations portées contre lui en Algérie en rapport avec l'affaire, est revenu en Algérie en mars après que les accusations eurent été retirées. L'ancien ministre de la Justice Mohamed Charfi a déclaré avoir subi des pressions de la part du secrétaire général du FLN Amar Saadani en 2013 pour qu'il retire les accusations portées contre Khelil peu après qu'il eut été démis de ses fonctions.

Le 2 février, un tribunal a condamné 12 personnes à des peines allant de 18 mois de prison avec sursis à six ans de prison dans une affaire de corruption impliquant des pratiques de passation de marchés à la Sonatrach. L'ancien PDG de la Sonatrach Mohamed Meziane a reçu une peine de six ans de prison avec sursis et deux de ses fils ont reçu des peines de cinq ans et de six ans de prison.

La corruption dans toute la fonction publique provenait en grande partie de l'hypertrophie administrative et d'un manque de supervision transparente. Le CNCPPDH a déclaré dans son rapport annuel de 2014 que la corruption dans la fonction publique constituait toujours un problème et faisait entrave au développement. L'Association nationale de lutte contre la corruption a noté

l'existence d'une loi anticorruption efficace mais a déclaré que le gouvernement n'avait pas la « volonté politique » de l'appliquer.

Déclaration de situation financière : La loi exige que tous les responsables gouvernementaux élus ainsi que ceux nommés par voie de décret présidentiel fassent une déclaration de patrimoine durant le mois de leur entrée en fonctions, en cas de changement considérable dans leur patrimoine durant l'exercice de leurs fonctions et à la fin de leur mandat de service. Rares sont les agents publics qui ont fait une déclaration publique de patrimoine et la loi n'a pas été appliquée.

Accès du public à l'information : Le manque de transparence du gouvernement est demeuré un problème grave. La plupart des ministères possédaient un site web, mais ces derniers n'étaient pas toujours actualisés de manière régulière. Les analystes, les chercheurs, les enseignants et les autres parties intéressées éprouvaient souvent des difficultés à se procurer des données économiques, même ordinaires et théoriquement publiques, auprès des ministères.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur des violations présumées des droits de l'homme**

Plusieurs groupes algériens de défense des droits de l'homme ont fonctionné avec des limites imposées par les pouvoirs publics et la coopération de ceux-ci, à des degrés variables toutefois. La loi exige que toutes les associations civiles demandent la permission de mener leurs activités ; à la fin de l'année, plusieurs grandes associations civiles n'avaient toujours pas été agréées mais elles étaient tolérées.

Amnesty International avait un bureau dans le pays et suivait de près les questions relatives aux droits de l'homme, mais l'organisation n'avait pas obtenu l'autorisation officielle du ministère de l'Intérieur de mener ses activités.

Bien que le gouvernement n'ait pas renouvelé l'accréditation de la LADDH, cette organisation comptait des membres dans tout le pays, recevait des financements de source indépendante et était le groupe indépendant de défense des droits de l'homme le plus actif. La Ligue algérienne des droits de l'homme, de taille plus modeste, était une organisation distincte mais elle aussi agréée ; son siège était à Constantine et elle possédait des membres qui assuraient la surveillance de cas individuels dans tout le pays.

ONU et autres organisations internationales : Le gouvernement a transmis une invitation au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2014 et de nouveau en septembre 2015, mais au mois de septembre, il n'y avait toujours pas eu de visite. Le pays a rejoint le Conseil des droits de l'homme en 2014, mais le gouvernement a continué de rejeter les demandes de visite des rapporteurs spéciaux de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires (émises la première fois en 1998), sur la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste (émises la première fois en 2006) et du Groupe de travail sur la détention arbitraire (émises la première fois en 2009).

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le CNCPPDH remplit une fonction consultative auprès du gouvernement et publie chaque année un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Le rapport de 2015, paru en juillet, souligne l'importance des progrès des pouvoirs publics en matière de droits sociaux et juridiques, et fait état de dispositifs de protection accrue pour les femmes et les enfants, de l'adoption d'un mécanisme de médiation dans les affaires pénales hors infractions, et des limites imposées dans le recours à la détention provisoire. La commission se dit particulièrement préoccupée par la corruption publique, les insuffisances de la loi adoptée récemment sur la violence à l'égard des femmes, les lourdeurs administratives et les obstacles limitant l'accès des citoyens à la justice.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

### **Femmes**

Viol et violences familiales/conjugales : Des cas de viol conjugal et non conjugal se sont produits. Le viol non conjugal est illégal ; le viol conjugal n'est pas mentionné par la loi. Les peines de prison pour viol non conjugal vont de cinq à 10 ans et les autorités ont généralement appliqué la loi. De nombreuses femmes se sont abstenues de déclarer les cas de viol en raison de pressions sociétales et familiales. Le rapport de 2015 du CNCPPDH a appelé le gouvernement à abroger la disposition du Code pénal qui permet à toute personne accusée de viol sur une mineure d'éviter les poursuites judiciaires s'il épouse la victime par la suite.

Les violences familiales étaient répandues. La loi stipule qu'une personne déclarant avoir subi des violences conjugales doit se faire examiner par un médecin légiste pour documenter les blessures et que le médecin doit déterminer que la victime a subi des blessures ayant causé une invalidité d'une durée de 15 jours. La loi prévoit également que celui-ci doit délivrer un certificat d'invalidité qui atteste

des blessures et que la victime doit présenter alors aux autorités pour servir de base à la plainte au criminel. Agissant de concert avec le Fonds des Nations Unies pour la population, le gouvernement a mené une campagne de sensibilisation pour informer les femmes de leurs droits aux termes de la loi, encourager la dénonciation des violences familiales et engager des conversations avec les hommes sur la violence à l'égard des femmes.

Selon des statistiques publiées par le ministère de la Justice, entre début 2015 et juin 2016, il y a eu 14 366 cas de violences conjugales, dont 12 804 cas étaient commis par des hommes. Au mois d'octobre, 10 536 cas avaient donné lieu à des condamnations. Le gouvernement a déclaré que la plupart des personnes condamnées avaient reçu une peine d'emprisonnement et une amende. Selon les statistiques provenant de groupes de défense des droits des femmes publiées dans la presse locale, 100 à 200 femmes mouraient chaque année des suites de la violence conjugale.

Le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF), un réseau d'organisations locales pour la défense des droits des femmes, a géré des centres d'appel dans 15 provinces et a signalé que chaque centre avait reçu au cours de l'année 300 à 400 appels de femmes victimes de violences qui demandaient de l'aide.

La loi prévoit des peines d'un à vingt ans de prison en cas de violences conjugales et de six mois à deux ans de prison pour les hommes qui ont empêché leur épouse de disposer de leurs biens ou de leurs ressources financières. Tout en appuyant le projet de loi, Amnesty International et des groupes algériens de défense des droits des femmes ont critiqué la « clause du pardon » qui permet le retrait des accusations si la victime des violences pardonne son époux.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est puni d'une peine d'un à deux ans de prison et d'une amende de 50 000 à 100 000 dinars (458 à 916 dollars É.-U.) ; la peine est doublée en cas de récidive. Des groupements de femmes ont signalé que les statistiques officielles sur le harcèlement n'étaient pas disponibles mais que la majorité des cas déclarés se produisaient sur les lieux de travail. Les femmes ont également rapporté avoir été harcelées par des hommes dans la rue. Le gouvernement a reconnu que le harcèlement dans la rue a continué de constituer un problème malgré les progrès dans la loi.

Droits génésiques : Les couples et les particuliers ont le droit de décider du nombre de leurs enfants, ainsi que de l'espacement et du moment de leur naissance, de

gérer leur santé génésique et de disposer des informations et des moyens de le faire avec peu de discrimination sociétale ou coercition. Des éléments conservateurs de la société ont remis en cause le programme public de planification familiale, dont la fourniture de contraceptifs gratuits. Les femmes mariées et célibataires avaient accès aux contraceptifs en dépit de certains rapports affirmant que des pharmaciens refusaient de vendre ces produits aux femmes célibataires. Une étude réalisée en 2015 par un important groupe de femmes a constaté qu'au cours de l'année environ 68 à 70 % des femmes avaient eu recours à la contraception, la majorité d'entre elles prenant des pilules contraceptives. Les femmes n'avaient pas besoin de permission pour se procurer des pilules contraceptives mais les médecins exigeaient la permission du conjoint pour la ligature des trompes.

Les pressions exercées par la société et la famille ont entravé l'aptitude des femmes à prendre des décisions indépendantes concernant leur santé et leurs droits génésiques.

Discrimination : La Constitution reconnaît l'égalité des sexes ; toutefois, de nombreux aspects du droit et des pratiques sociales traditionnelles étaient discriminatoires à l'égard des femmes. En outre, les extrémistes religieux préconisaient des pratiques qui imposaient des limites au comportement des femmes, notamment en matière de liberté de mouvement. Dans certaines régions rurales, les femmes étaient exposées à des pressions sociales extrêmes les poussant à porter le voile en tant que condition préalable de l'exercice de la liberté de mouvement et de l'emploi. En septembre, le premier jour de classe, un gardien de sécurité dans un lycée d'Alger aurait empêché à des étudiantes ne portant pas le voile d'entrer en cours. La loi contient des éléments traditionnels du droit islamique. Elle interdit aux femmes musulmanes d'épouser des non-musulmans, bien que cette règle n'ait pas toujours été appliquée par les autorités. Les hommes musulmans peuvent épouser des non-musulmanes. Une femme peut épouser un étranger et transmettre de droit la citoyenneté et la nationalité à ses enfants et à son conjoint.

Les femmes peuvent demander le divorce pour cause de différences inconciliables et de violation de l'accord pré-nuptial. En cas de divorce, la femme peut conserver le domicile familial jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de 18 ans. La garde des enfants est normalement attribuée à la mère, mais celle-ci ne peut prendre de décisions relatives à leur éducation ou emmener ses enfants à l'étranger sans l'autorisation du père. Les femmes avaient plus de chances de conserver le domicile familial si elles obtenaient la garde des enfants. En janvier 2015, le

gouvernement a instauré une subvention destinée aux femmes divorcées à qui les ex-maris ne versaient pas de pension alimentaire comme prévu.

La loi reconnaît la pratique religieuse qui permet à un homme d'épouser jusqu'à quatre femmes. Par ailleurs, la loi n'autorise la polygamie que sur accord de la première épouse et si un juge détermine que le mari peut prendre financièrement à charge une épouse supplémentaire. Selon une étude menée conjointement par le ministère de la Santé et les Nations Unies en 2013, 3 % de mariages étaient polygames. Il n'a pas été établi avec certitude que les autorités ont appliqué la loi dans tous les cas.

Les amendements de la loi l'emportent sur les prescriptions religieuses relatives au consentement d'un tuteur mâle au mariage d'une femme. Le tuteur représente la femme lors de la cérémonie religieuse ou civile. Bien que la législation reconnaisse officiellement l'obligation que ce soit le tuteur qui contracte le mariage, la femme peut choisir l'homme qu'elle souhaite pour jouer ce rôle. Certaines familles ont imposé aux femmes un test de virginité pré-nuptial.

Les femmes ont souffert de discrimination en matière d'héritage. Elles avaient droit à une part des biens inférieure à celle des enfants de sexe masculin ou des frères de leur mari défunt. Les femmes n'avaient pas souvent le contrôle exclusif des biens qu'elles ont apportés en se mariant ou qu'elles ont acquis par elles-mêmes. Les femmes mariées pouvaient contracter des emprunts commerciaux et utiliser leurs propres ressources financières. Les femmes jouissaient de droits de propriété égaux à ceux des hommes et les titres de propriété foncière portaient le nom des femmes propriétaires.

Les femmes ont fait l'objet d'une discrimination en matière d'emploi. Les responsables d'associations féminines ont signalé que la discrimination était fréquente et que les femmes avaient moins de chances d'être payées autant que les hommes à travail égal ou d'être promues. Dans les zones urbaines, les femmes étaient socialement encouragées à poursuivre des études supérieures ou à avoir une carrière. Les filles étaient reçues au baccalauréat et fréquentaient l'université plus souvent que les garçons.

Selon une étude publiée par le CIDDEF, les femmes représentaient 19,5 % de la population active, 61 % d'entre elles étant employées dans le secteur public. Au mois de septembre 2015, selon un rapport de l'Office national des statistiques, le taux de chômage était plus élevé chez les femmes (16,6 %) que chez les hommes (9,9 %). En dépit d'une augmentation du nombre de femmes dans la population

active, la part de femmes accédant à des postes de responsabilité est demeurée limitée. Les femmes étaient présentes à tous les échelons de l'appareil judiciaire et le gouvernement a employé de plus en plus d'agents de police de sexe féminin, dont environ 6 % dans la DGSN. Les femmes peuvent avoir leur propre entreprise, passer des contrats et poursuivre des carrières semblables à celles des hommes.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La citoyenneté et la nationalité sont transmises aux enfants par la mère ou par le père. En vertu de la loi, les enfants nés d'un père musulman sont musulmans, quelle que soit la religion de la mère. La loi ne différenciait pas entre les filles et les garçons dans l'enregistrement des naissances.

Éducation : L'enseignement était gratuit et universel jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire et la scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. L'UNICEF a signalé que le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire était supérieur à celui des garçons en raison du fait que certains de ceux-ci abandonnaient leurs études à la fin du cycle primaire. Selon les estimations des Nations Unies, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire dépassait 97 %. Selon des estimations du gouvernement, durant l'année scolaire 2014-2015, les enfants âgés de moins de six ans étaient inscrits à l'école à 98,49 %, les enfants âgés de six à 16 ans étant inscrits à 95 %.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance des enfants est illégale mais a constitué un problème grave, auquel le gouvernement a consacré une attention et des ressources accrues. En juin, le gouvernement a désigné un médiateur national, chargé du suivi de cette question et de la publication d'un rapport annuel sur les droits de l'enfance. Le gouvernement a apporté un concours au Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (NADA). Les experts, se fondant sur la réticence des familles, estimaient que beaucoup de cas n'étaient pas déclarés. Le directeur du NADA a déclaré que la ligne verte de cette ONG avait reçu plus de 23 000 appels à l'aide jusqu'au mois d'août. La DGSN a signalé 1 663 cas d'abus sexuels d'enfants en 2014 et la Gendarmerie nationale, 380 cas.

L'enlèvement quel qu'en soit le motif est un crime. Les lois interdisant le rapt d'enfants par les parents ne prévoient pas de sanctions différentes selon qu'il s'agit du père ou de la mère. En 2014, une nouvelle loi a aggravé les peines encourues par les ravisseurs condamnés pour y inclure la peine de mort. Le commissaire divisionnaire chef du Bureau national de la protection de l'enfance à la DGSN a signalé que 28 enfants avaient été enlevés entre janvier et août, contre 84 en 2015.

Mariage précoce et mariage forcé : L'âge légal pour contracter mariage est de 19 ans pour les hommes comme pour les femmes, mais les mineurs d'âge des deux sexes peuvent se marier avec le consentement des parents. La loi interdit aux tuteurs légaux de contraindre tout mineur dont ils ont la garde de se marier contre sa volonté. Le ministère des Affaires religieuses exigeait des couples qu'ils présentent un certificat de mariage délivré par l'État avant d'autoriser les imams à célébrer un mariage religieux.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit le racolage en vue de la prostitution et prévoit des peines de 10 à 20 ans de prison lorsque le délit est commis à l'encontre d'un enfant mineur de moins de 18 ans. En vertu de la loi, l'âge minimum des relations sexuelles consenties est de 16 ans. Le viol de mineur est passible de 10 à 20 ans de prison. La loi n'exige pas la traduction en justice d'un homme accusé d'avoir violé une mineure s'il épouse sa victime et il n'y a pas eu de rapports disponibles sur cette pratique au cours de l'année. La loi interdit la pornographie et prévoit des peines de deux mois à deux ans de prison ainsi que des amendes pouvant atteindre 2 000 dinars (18 dollars É.-U.) pour les contrevenants.

Une loi passée en 2015 crée un conseil national chargé des affaires relatives aux enfants, améliore les services sociaux ciblant les enfants et la protection de ceux-ci, autorise les juges à retirer les enfants d'un ménage où ils sont maltraités et permet aux enfants victimes d'abus sexuels de présenter leur témoignage par vidéo au lieu de le faire en personne devant les tribunaux.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, adoptée à La Haye en 1980. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants) à l'adresse suivante :

[travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html](http://travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html).

## **Antisémitisme**

Certains dirigeants religieux estimaient le chiffre de la population juive du pays à moins de 200 personnes. Selon des dirigeants de la communauté juive du pays, ce nombre ne serait que de quelques centaines. Les médias n'ont pas publié de caricatures ou d'articles politiques jugés péjoratifs visant directement la

communauté juive mais des observateurs ont constaté la présence de billets antisémites publiés sur les sites des médias sociaux.

Des dirigeants juifs ont signalé que la communauté juive a rencontré des difficultés à caractère officieux et pour des motifs religieux en matière d'accès à la fonction publique et des difficultés d'ordre administratif dans ses échanges avec la bureaucratie publique.

En mai, un parlementaire affilié à l'Alliance verte, formation islamiste, a critiqué le gouvernement pour avoir octroyé un visa à un journaliste israélien qui accompagnait en avril le Premier ministre français alors en visite en Algérie. Un quotidien de langue arabe a écrit que le journaliste avait un « nom à forte consonance juive » et déclaré que, de l'avis du parlementaire, le gouvernement était en train de normaliser les relations avec les « sionistes qui font de la France une portière pour s'infiltrer » en Algérie. Sur internet, un site d'actualités a évoqué le journaliste comme un « juif israélien » et déclaré que le visa lui permettait « de déambuler dans les rues d'Alger pour rencontrer n'importe qui ».

### **Traite des personnes**

Veillez consulter le Rapport sur la traite des personnes du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

### **Personnes handicapées**

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou de prestation d'autres services publics, bien que le gouvernement n'ait pas fait appliquer efficacement ces dispositions. Les personnes handicapées faisaient l'objet d'une discrimination sociale généralisée. Peu de bâtiments du gouvernement étaient accessibles aux personnes handicapées, et rares étaient les entreprises qui se conformaient à la loi leur imposant de réserver 1 % de leurs emplois à ces personnes. Les entreprises contrevenantes étaient passibles d'une amende de 140 000 dinars (1 282 dollars É.-U.). Les ONG ont rapporté que le gouvernement n'a pas veillé au paiement des amendes. Le ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme a fourni quelques aides financières aux ONG de la santé ; toutefois, pour bon nombre d'organisations, ce soutien financier ne représentait qu'une petite part de leur budget. Ce ministère a également versé des pensions d'invalidité à des personnes handicapées qui étaient inscrites auprès des services officiels. La sécurité sociale remboursait le prix des appareils orthopédiques.

Le ministère de la Solidarité a signalé qu'il administrait dans tout le pays 222 centres offrant des appuis aux personnes porteuses de handicaps intellectuels, auditifs, visuels et physiques. Il a déclaré avoir travaillé de concert avec le ministère de l'Éducation pour assurer l'insertion d'enfants handicapés dans les écoles publiques afin de promouvoir l'inclusion. La majorité des programmes offerts par le ministère aux enfants handicapés a continué d'être dispensée dans les centres sociaux accueillant ces enfants et non pas dans les établissements d'enseignement formels. Des groupes de plaidoyer ont indiqué que les enfants handicapés étaient rarement scolarisés au-delà de l'enseignement secondaire. Bon nombre d'établissements d'enseignement ne disposaient pas d'enseignants formés à travailler avec les enfants handicapés, ce qui menaçait la viabilité des efforts d'intégration de ces enfants dans l'enseignement public. Il existait de nombreux établissements d'enseignement privés, mais selon les organisations de plaidoyer, leur personnel avait un rôle davantage de soignant que d'enseignant, en raison de son manque de formation.

De nombreuses personnes handicapées ont rencontré des difficultés au moment du scrutin en raison du fait que les bureaux de vote étaient dépourvus d'installations leur étant accessibles.

### **Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi criminalise les relations sexuelles publiques et consensuelles entre homosexuels de sexe masculin ou féminin et prévoit des peines incluant l'emprisonnement de six mois à trois ans ainsi qu'une amende de 1 000 à 10 000 dinars (9 à 92 dollars É.-U.). La loi impose par ailleurs des sanctions comprenant des peines de deux mois à deux ans de prison et des amendes de 500 à 2 000 dinars (5 à 18 dollars É.-U.) pour toute personne condamnée pour « acte homosexuel ». Si un mineur est impliqué, le contrevenant adulte est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 10 000 dinars (92 dollars É.-U.) d'amende.

Les militants LGBTI ont indiqué que l'imprécision de la loi caractérisant les « actes homosexuels » et les « actes contre nature » avait donné lieu à des accusations démesurées qui, durant l'année, avaient abouti à de multiples arrestations pour relations homosexuelles mais à aucune poursuite officielle.

Les personnes LGBTI ont fait l'objet d'une forte discrimination sociétale et religieuse. Alors que certaines personnes LGBTI vivaient ouvertement en tant que telles, ce n'était pas le cas de la vaste majorité, par crainte de représailles de la part de leur famille ou de harcèlement par les autorités. Un militant a signalé que sur les 100 personnes LGBTI qu'il connaissait, seules trois avaient révélé ouvertement leur identité sexuelle. Lors d'une interview radiodiffusée en mai 2015, le ministre des Affaires religieuses Mohamed Aïssa a déclaré que la lutte contre les personnes prônant des déviations par rapport à la moralité et le démantèlement de la famille (référence au comportement des personnes LGBTI) était plus importante que la lutte contre Daesh.

Des militants ont noté que les pouvoirs publics ne condamnaient pas activement le comportement LGBTI mais qu'ils étaient complices du discours haineux propagé par les organisations conservatrices, à base culturelle et religieuse, dont certaines associaient les personnes LGBTI aux pédophiles et encourageaient à les exclure de la famille et de la société. Trans Homos DZ, une organisation algérienne de défense des droits des personnes LGBTI, a publié un rapport sur le discours d'incitation à la haine anti-LGBTI dans les médias, faisant état de plusieurs incidents survenus au cours des dernières années, dont des émissions diffusées par des organes des médias de langue arabe comme Ennahar TV et Echourouk TV, qui diabolisaient les personnes LGBTI. Ce rapport a également cité les propos haineux à travers les médias sociaux et d'autres sites qui visaient la communauté LGBTI entre 2013 et 2015. L'organisation a rapporté en avril que deux hommes qui proféraient des injures à caractère homophobe ont agressé physiquement un militant qui défendait les droits des personnes LGBTI à Alger. Par ailleurs, une vidéo publiée sur YouTube en novembre 2015 montrait ce qui semblait être un groupe d'hommes encerclant une femme transgenres dans la rue. Les images montraient plusieurs de ces hommes en train de donner des coups de pied et de poing à la femme tandis que d'autres assistaient à la scène sans intervenir. Le gouvernement n'a annoncé aucune enquête sur les auteurs des faits dans aucun des incidents rapportés.

Un autre rapport publié par Trans Homos DZ en novembre fait état d'allégations formulées par un ancien prisonnier gardant l'anonymat, qui soutenait que les prisonniers de la prison d'El-Harrach subissaient des sévices physiques et sexuels en fonction de leur orientation sexuelle. Selon lui, les prisonniers qui étaient perçus comme étant homosexuels ou transgenres étaient placés dans un bloc de cellules précis près d'autres prisonniers qui avaient commis des crimes graves. Le rapport indiquait que les prisonniers homosexuels et transgenres étaient souvent victimes d'agressions sexuelles et qu'une fois, les gardiens de prison s'étaient moqués d'un

prisonnier victime d'un viol collectif, en refusant au début de lui faire suivre un traitement médical.

Suite au piratage en 2015 du site Web d'une organisation LGBTI et à une couverture médiatique de plus en plus agressive et dévalorisante dénonçant les pratiques LGBTI, des militants ont signalé la nécessité de faire porter leur plaidoyer sur la sécurité personnelle et de minimiser leurs activités au cours de l'année. De même, certains militants ont indiqué que les membres de la communauté LGBTI refusaient de dénoncer les cas de sévices, ce qui diminuait leur capacité de signaler les cas d'abus et de viols à caractère homophobe par crainte des représailles de la part des autorités. Ils ont également fait part des difficultés d'accès aux services de santé en raison du fait que le personnel médical traitait souvent les patients LGBTI de manière « non professionnelle » ; ils ont noté que certaines organisations avaient établi une liste d'hôpitaux « conviviaux pour les personnes LGBTI » et que plusieurs ONG disposaient de dispensaires mobiles qui fonctionnaient spécifiquement à l'intention des communautés vulnérables.

Des entreprises refusaient d'employer des personnes LGBTI, en particulier les hommes considérés comme efféminés. Des militants ont fait état de cas où des personnes se sont vues refuser leur permis de conduire en raison de leur orientation sexuelle présumée. Les membres de cette communauté ont également fait part des difficultés rencontrées pour obtenir une aide juridique en raison d'une discrimination similaire. Des membres de la communauté LGBTI ont indiqué que le mariage forcé était un problème, en particulier pour les lesbiennes.

Alouen, un groupe de défense des personnes LGBTI basé à Oran, a continué ses activités de plaidoyer sur Internet au nom de cette communauté.

### **Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida**

Le VIH-sida était largement considéré comme une maladie honteuse. Le nombre de cas déclarés était plus important chez les hommes que chez les femmes, sauf chez les femmes de 15 à 24 ans. Le gouvernement a continué de proposer un traitement antirétroviral gratuit à toute personne qui pouvait en bénéficier, y compris les migrants. Les autorités ont pratiquement éliminé les nouvelles infections par le VIH chez les enfants. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH-sida (ONUSIDA) a signalé l'existence de plus de 2 000 centres offrant des services de dépistage et d'accompagnement gratuits, 1 500 d'entre eux étant administrés par le gouvernement. La forte stigmatisation sociale à l'encontre des groupes vulnérables dans lesquels le VIH-sida était le plus concentré –

travailleuses/travailleurs du sexe, hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes et toxicomanes – avait un effet dissuasif sur le dépistage au sein de ces groupes. Une étude de 2014 a constaté un taux de prévalence du VIH-sida de 5 % chez les travailleuses/ travailleurs du sexe d’Oran, la deuxième ville du pays. Une autre ONG a placé le taux de prévalence au sein de cette même communauté à près de 10 %.

Un rapport du ministère de la Santé a indiqué qu’il y avait eu 740 nouveaux cas de VIH-sida en 2015, ce qui situait à 9 843 l’estimation officielle du nombre de personnes vivant avec le VIH-sida. En 2015, le gouvernement a fourni un traitement à 7 915 personnes. Selon les estimations d’ONUSIDA, en 2015, il y avait 8 800 personnes vivant avec le VIH-sida, dont 300 étaient âgées de moins de 15 ans.

Sous l’égide du ministère de la Santé, le gouvernement a institué le Comité national de lutte contre le sida, qui s’est réuni deux fois durant les huit premiers mois de l’année. Le comité a rassemblé divers acteurs du secteur public et de la société civile pour débattre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le VIH-sida.

L’Association Green Tea (thé vert), une ONG active dans le domaine du traitement du VIH-sida, a continué à faire fonctionner un centre d’information et d’orientation à Tamanrasset, une province connue pour sa population de migrants nombreuse et diverse.

### **Autres formes de violence ou de discrimination sociale**

Des affrontements survenus en mars entre des ressortissants algériens et des migrants d’Afrique subsaharienne ont fait des dizaines de blessés à Ouargla et Bechar et porté le gouvernement à réinstaller plus de 1 000 migrants autre part dans le pays (voir la section 2). À Ouargla, la presse a rapporté que des Algériens avaient attaqué des migrants du Mali et du Niger le 2 mars après avoir appris qu’un migrant d’Afrique subsaharienne était entré par effraction dans une maison et avait poignardé à mort un Algérien. Le 25 mars à Bechar, des dizaines d’hommes qui auraient été masqués ont lancé des pierres et d’autres objets sur des migrants après des allégations selon lesquelles un migrant avait été impliqué dans une tentative de viol contre un enfant.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit de négociation collective**

Selon la Constitution, les travailleurs ont le droit de rejoindre et de constituer des syndicats de leur choix à condition qu'ils soient de nationalité algérienne. Le pays a ratifié les conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la liberté d'association et le droit de négociation collective mais n'a pas promulgué les lois nécessaires pour une mise en œuvre intégrale de ces conventions.

La loi exige que les travailleurs obtiennent l'assentiment des pouvoirs publics pour constituer un syndicat et le ministère du Travail doit approuver ou rejeter toute demande de formation de syndicat dans les 30 jours. Pour constituer un syndicat, le demandeur doit être de nationalité algérienne de naissance ou être naturalisé depuis 10 ans. Elle prévoit aussi la création de syndicats indépendants, dont les membres doivent toutefois constituer au moins 20 % des employés d'une entreprise. Les syndicats ont le droit de former et rejoindre des fédérations ou des confédérations, et le gouvernement reconnaissait quatre confédérations. Les syndicats peuvent recruter leurs membres sur leurs lieux de travail. La loi interdit aux employeurs d'appliquer des mesures discriminatoires à l'encontre des membres et des organisateurs des syndicats et prévoit des mécanismes pour donner suite aux plaintes relatives aux pratiques antisyndicales d'un employeur déposées par les syndicats.

La loi autorise les syndicats à s'affilier à des organismes syndicaux internationaux et à entretenir des relations avec des groupes syndicaux étrangers. Par exemple, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui rassemble la majorité des travailleurs du secteur public, est affiliée à la Confédération syndicale internationale. Toutefois, la loi interdit aux syndicats de s'associer à des partis politiques et de recevoir des fonds de sources étrangères. Les tribunaux ont le droit de dissoudre les syndicats qui mènent des activités illicites. Le gouvernement peut invalider le statut officiel d'un syndicat si les autorités jugent que ses objectifs sont incompatibles avec le système institutionnel établi, l'ordre public, les bonnes mœurs, les lois ou la réglementation en vigueur.

La loi stipule que tous les syndicats peuvent entreprendre des négociations collectives et le gouvernement a autorisé les syndicats agréés à exercer ce droit. Toutefois, l'UGTA est demeurée le seul syndicat autorisé à négocier des accords de convention collective.

La loi reconnaît le droit de grève et les travailleurs ont exercé ce droit, sous réserve de certaines conditions. Pour faire grève, la totalité des effectifs doit voter à

bulletin secret et la décision de faire grève doit être approuvée par les travailleurs à la majorité des voix lors d'une assemblée générale. Le gouvernement peut limiter les grèves en invoquant divers motifs, notamment la crise économique, l'obstruction de services publics ou la possibilité d'actions subversives. De plus, toutes les manifestations publiques, y inclus les protestations et les grèves, sont sujettes à l'obtention de l'autorisation préalable du gouvernement. Selon la loi, les travailleurs ne peuvent faire grève qu'après 14 jours de conciliation ou de médiation obligatoire. Il est arrivé que le gouvernement propose d'agir en médiateur. La loi prévoit que les décisions issues des médiations ont force obligatoire à l'égard des deux parties. Si la médiation n'aboutit pas à un accord, les travailleurs peuvent faire grève légalement après en avoir décidé par un vote à bulletin secret. La loi exige qu'un niveau minimum de services publics soit maintenu durant les grèves du secteur public et le gouvernement possède une autorité légale de grande portée pour réquisitionner les employés du secteur public. La liste des services essentiels comprenait des services tels que les banques, la radiodiffusion et la télévision. Les peines encourues pour tout arrêt de travail illégal vont de huit jours à deux mois de prison.

Le gouvernement a affirmé avoir enregistré 101 syndicats ouvriers et organisations d'employeurs. Entre janvier et août, aucun nouveau syndicat n'a été agréé. De nombreux syndicats n'étaient pas reconnus par les autorités ; ils ont évoqué la lenteur des démarches et les obstacles administratifs imposés par les autorités en tant que principaux obstacles s'opposant à l'obtention d'un statut officiel. En juin, la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT a déclaré que la lenteur du processus d'agrément constituait une entrave considérable à l'établissement de nouveaux syndicats.

Les tentatives de nouveaux syndicats de former des fédérations ou des confédérations se sont heurtées à des difficultés analogues. Des représentants du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) ont noté que ce syndicat continuait de fonctionner sans agrément officiel.

Constituée en 2013 mais non reconnue par le gouvernement, la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) réunissait des syndicats et des comités des secteurs public et économique. En mars 2015, le gouvernement n'a pas autorisé la CGATA à s'enregistrer en tant que confédération nationale, l'empêchant ainsi d'établir une confédération autonome multisectorielle qui engloberait les employés du secteur privé. Parmi les membres de la CGATA figuraient des travailleurs de syndicats représentant des administrateurs de la

fonction publique, des personnels diplomatiques, des employés de la Société nationale de l'électricité et du gaz, des professeurs d'université, des travailleurs des transports publics et des postes et des avocats. Figuraient aussi parmi eux des migrants travaillant dans le pays.

Le SNAPAP et d'autres syndicats indépendants se sont heurtés à l'ingérence des pouvoirs publics tout au long de l'année, notamment sous forme d'obstacles officiels opposés à la tenue des assemblées générales et de harcèlement par la police lors de sit-ins. Par ailleurs, il n'existait pratiquement pas de syndicats dans les multinationales, en particulier dans le secteur de la production pétrolière et gazière, du fait de pratiques antisyndicales, de menaces et de harcèlement de la part des employeurs.

En avril, la police a barré le chemin à des centaines d'enseignants qui manifestaient à Boudouaou, les empêchant d'achever une marche organisée par un syndicat pour entrer à Alger. Les autorités auraient brouillé les réseaux mobiles dans la zone et bloqué la livraison de nourriture et de boissons aux manifestants. Des membres du syndicat des enseignants ont déclaré que la police avait bousculé des manifestants pour essayer d'interrompre la manifestation.

Le 6 février, la police a encerclé le bureau d'un syndicat à Bab Ezzouar, où une réunion avait été prévue pour discuter de la loi des finances de 2016. Selon la presse, la police avait arrêté six militants et des syndicalistes, dont Salah Debouz, pour réunion non autorisée.

La Commission d'experts à la Conférence internationale du Travail a demandé en juin que le gouvernement réintègre dans leurs fonctions les employés dont la commission avait déterminé qu'ils avaient été licenciés sur la base d'une discrimination antisyndicale et agisse promptement pour traiter les demandes d'enregistrement de syndicats en instance.

L'intimidation antisyndicale était pratique courante et plusieurs grèves ont été lancées en réaction au refus opposé par le gouvernement à la reconnaissance officielle de nouveaux syndicats et à sa pratique de ne traiter qu'avec l'UGTA. En mars, le Comité de la liberté syndicale de l'OIT a exhorté le gouvernement à se conformer à une décision judiciaire en rétablissant dans leurs fonctions deux responsables du Syndicat national autonome des postiers. Le comité a conclu que le système des postes publiques avait licencié de manière indue les deux responsables en 2014 pour avoir fait des déclarations à la presse et pour le rôle d'un de ces responsables dans l'organisation d'un arrêt de travail.

**b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La loi interdit toutes formes de traite des personnes. Selon des rapports d'ONG, toutefois, ces pratiques avaient cours. Les conditions de travail forcé existaient pour les travailleurs migrants et la loi ne protégeait pas ces derniers de façon intégrale. Par exemple, les migrantes étaient soumises à la servitude pour dette tandis qu'elles travaillaient pour rembourser leurs passeurs en tant que domestiques, à la mendicité forcée et à la prostitution forcée. En vertu de la loi, les sanctions prévues vont de trois ans à 20 ans d'emprisonnement, ce qui représente des peines suffisamment sévères et à la mesure de celles prescrites pour d'autres infractions graves, dont le viol. Les employés du bâtiment et les domestiques auraient été vulnérables. Le gouvernement a déployé des efforts limités pour poursuivre les trafiquants et protéger les victimes mais a constitué un comité interministériel chargé de coordonner les actions anti-traite et a adopté un plan d'action national contre la traite des personnes.

Veillez consulter aussi le Rapport sur la traite des personnes du département d'État, à l'adresse suivante [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

**c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

La loi interdit l'emploi de mineurs dans des conditions de travail dangereuses, malsaines ou nocives, ou jugées inadéquates en raison de considérations sociales et religieuses. L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans, mais les enfants peuvent entrer en apprentissage avant cet âge avec la permission de leurs parents ou de leur tuteur. La loi interdit aux mineurs de moins de 19 ans de travailler la nuit.

Malgré l'absence de données précises en la matière, des enfants auraient travaillé, pour la plupart dans le secteur informel de la vente, souvent dans des entreprises familiales. Des rapports isolés ont fait état de cas d'enfants soumis à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales (voir la section 6, Enfants). Selon l'UNICEF, 5 % des enfants âgés de cinq à 14 ans faisaient partie de la population économiquement active.

Le ministère du Travail est responsable de l'application des lois sur le travail des enfants et renvoie les contrevenants au ministère de la Justice aux fins de poursuites judiciaires. Il n'existe pas de bureau unique chargé de cette tâche, mais il incombe à tous les inspecteurs du travail d'appliquer les lois sur le travail des

enfants. Le ministère du Travail a effectué des inspections et, dans certains cas, a mené des enquêtes sur des entreprises soupçonnées d'embaucher des travailleurs avant l'âge autorisé. L'inspection générale du travail du ministère du Travail a mené une enquête sur le travail des enfants en 2015, qui porte sur 15 093 entreprises des secteurs du commerce, de l'agriculture, du bâtiment et des services. L'enquête a révélé la présence de 97 mineurs, dont 47 étaient âgés de moins de 16 ans. La loi relative à la protection de l'enfance, adoptée en 2015, prévoit des peines pénales pour quiconque exploiterait un enfant à des fins commerciales ; elle prévoit une peine de prison d'un à trois ans et une amende de 50 000 à 100 000 dinars (476 à 952 dollars É.-U.) ; la peine est doublée si le contrevenant est un membre de la famille ou un tuteur de l'enfant. Ces peines ne sont ni suffisamment sévères ni à la mesure de celles prescrites pour d'autres crimes graves tels que le viol. La surveillance des pratiques en matière de travail des enfants et l'application de la législation étaient peu cohérentes et souffraient du manque d'inspecteurs.

Le ministère de la Solidarité est à la tête d'une commission nationale où siègent les représentants de 12 ministères et d'ONG qui se réunissent une fois par an pour examiner les questions relatives au travail des enfants. La commission est autorisée à proposer des mesures et des lois pour lutter contre le travail des enfants ainsi qu'à mener des campagnes de sensibilisation.

#### **d. Discrimination dans l'emploi et la profession**

La loi interdit la discrimination en matière d'emploi, de salaire et de conditions de travail sur la base de l'âge, du sexe, du statut social et matrimonial, des relations familiales, des convictions politiques, du handicap, de l'origine nationale et de l'appartenance à un syndicat. Elle n'interdit pas la discrimination en matière d'emploi sur la base de l'orientation sexuelle, de la séropositivité au VIH ou de la religion. Le gouvernement n'a pas convenablement appliqué la loi car la discrimination aurait existé, selon certains rapports, en particulier à l'encontre de travailleurs migrants dans le secteur informel qui n'avaient pas les moyens juridiques de combattre des conditions de travail injustes.

Les femmes occupaient peu de postes décisionnels. De nombreuses jeunes femmes non accompagnées ou jeunes migrantes étaient exploitées en tant que domestiques et, au su de tous, étaient prêtées à des familles pour de longues périodes afin de travailler dans des maisons privées et/ou d'être exploitées en tant que prostituées (voir la section 6).

### e. Conditions de travail acceptables

Un contrat social tripartite conclu en 2012 entre le secteur des affaires, les pouvoirs publics et le syndicat officiel a fixé le salaire minimum national à 18 000 dinars (165 dollars É.-U.) par mois. En 2011, des estimations de la Banque mondiale portaient à 5,5 % le taux de pauvreté, un chiffre que certains observateurs ont considéré comme trop faible.

La durée de travail hebdomadaire était de 40 heures, y inclus une heure par jour pour le déjeuner. La moitié de l'heure du déjeuner est considérée comme du temps de travail rémunéré. Au-delà de cette limite, le travail était rémunéré par des primes pour heures supplémentaires sur une échelle mobile allant de l'heure et demie au double de l'heure, selon que le travail ait été effectué pendant un jour ouvrable, un week-end ou un jour férié.

La loi contient des normes relatives à la santé et à la sécurité du travail, mais celles-ci n'étaient pas pleinement appliquées. Aucun rapport n'a indiqué que des travailleurs auraient été renvoyés pour avoir refusé des conditions de travail dangereuses. Si des travailleurs sont placés dans de telles conditions, ils ont le droit de renégocier leur contrat de travail ou, si cela n'aboutit pas, d'intenter un recours en justice. Malgré l'existence de ce mécanisme juridique, la forte demande d'emplois dans le pays donnait l'avantage aux employeurs cherchant à exploiter leur personnel. Les migrants économiques originaires d'Afrique subsaharienne ou d'ailleurs qui travaillaient dans le pays mais qui étaient en situation irrégulière au regard de l'immigration ne sont pas protégés par les normes du travail en vigueur, ce qui les rendait vulnérables à l'exploitation. La loi ne couvre pas de manière suffisante les travailleurs migrants qui étaient employés principalement dans le secteur du bâtiment et dans celui du personnel domestique.

Le gouvernement exige que les employeurs déclarent leurs employés au ministère du Travail et payent les avantages de la sécurité sociale. Les sanctions encourues pour non-respect de la loi comprennent une peine d'emprisonnement allant de deux à six mois ainsi qu'une amende de 100 000 à 200 000 dinars (916 à 1 832 dollars É.-U.) et de 200 000 à 500 000 dinars (1 832 à 4 579 dollars É.-U.) en cas de récidive. En 2015, le directeur général de la sécurité sociale auprès du ministère du Travail a fait savoir que les employeurs n'avaient pas déclaré 15 % des travailleurs aux services officiels, ce qui représente une baisse par rapport à 40 % en 2001. Les employeurs qui avaient contrevenu à la loi encouraient des amendes de 200 000 dinars (1 832 dollars É.-U.) et une peine d'emprisonnement allant de deux à six mois de prison. Une initiative de répression lancée en 2015 a fait état de

13 473 travailleurs non déclarés, tous sauf 3 % étant employés dans le secteur privé. Le gouvernement a permis aux travailleurs non déclarés d'inscrire au crédit de leur contribution aux prestations de sécurité sociale et de retraite le temps passé à travailler dans l'économie informelle à condition de rembourser les impôts dus après leur inscription.

Le ministère du Travail employait 624 inspecteurs du travail et environ 380 superviseurs. Dans l'ensemble, il a fait appliquer les normes du travail, y compris en veillant à la conformité avec les règlements en matière de salaire minimum et les normes de sécurité. Toutefois, l'application globale de ces normes est demeurée insuffisante.